



République du Bénin



Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)

Université d'Abomey-Calavi (UAC)

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)

**Mémoire de fin de formation en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de LICENCE
PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES**

OPTION : Economie

**Spécialité : Economies et Finances des
Collectivités Locales**

THEME

**CONTRIBUTION DE LA FISCALITE
LOCALE DANS LES DEPENSES
D'INVESTISSEMENTS LOCALES AU
BENIN : CAS DE LA COMMUNE DE**

Réalisé et soutenu par :

AFFO Gabin

&

HOUNLIKO Agossou Pacôme

SOUS LA DIRECTION DE:

Maître de stage :

M. DEGUENON Gilles

Chef Service des Affaires Financières

Maître de Mémoire :

Dr HOUNMENOU G. Bernard

Maître Assistant des Universités de
CAMES Enseignant à la FASEG/UAC

LES MEMBRES DU JURY

Président : Dr HOUENINVO Hilaire

Membres : Mr. SENOU Modeste

Mr. ADANGBEDJOU Julien

Année académique : 2019-2020

AVERTISSEMENT

***LA FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE
GESTION N'ENTEND DONNER AUCUNE APPROBATION
OU IMPROBATION AUX OPINIONS EMISES DANS CE
MEMOIRE. CES OPINIONS DOIVENT ETRE
CONSIDEREES COMME PROPRES A LEURS AUTEURS.***

DEDICACES 1

De tout mon cœur, je dédie ce travail à :

Mon feu père Nestor HOYOCHI AFFO

Ma mère Clémentine KIDI

AFFO Gabin

DEDICACES 2

De tout mon cœur, je dédie ce travail à :

Mon père feu Dodji Paul HOUNLIKO;

Ma maman feu Dévi Zanou TCHAOU

HOUNLIKO Agossou Pacôme

REMERCIEMENTS

Le présent document a été réalisé grâce à la participation effective et soutenue de plusieurs personnes. C'est le moment pour nous de leur témoigner nos sincères sentiments de gratitude. Les mots nous manquent pour exprimer toute notre reconnaissance pour les contributions précieuses, tant intellectuelles, financières que matérielles des uns et des autres. Ces remerciements vont à l'endroit de :

- Professeur Denis ACCLASSATO, doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion;
- Docteur Théophile Magloire WOTTO, vice-doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion;
- Notre maître de mémoire le Docteur HOUNMENOU Bernard enseignant à la FASEG pour tous les sacrifices consentis. Malgré vos multiples occupations, vous avez accepté conduire ce travail de recherche
- A tous les enseignants de la FASEG en général et ceux de l'Economie et Finance des Collectivités Locales en particulier pour la formation reçue. Nous vous savons gré de votre bonté.
- Notre maître de stage M. DEGUENON Gilles qui nous a aidé à recueillir les informations nécessaires à notre étude, votre gentillesse, votre spontanéité. Soyez rassuré de notre sincère gratitude.
- Aux honorables membres du jury, nous témoignons d'ores et déjà notre profonde gratitude pour la patience dont ils sauront faire preuve au cours de la lecture de ce mémoire et surtout pour avoir accepté et siégé dans le jury. Nous les remercions d'avance pour les critiques et suggestions qui, à coup sûr, nous permettrons de rehausser la qualité de ce travail de recherche ;
- A nos encadreurs monsieur Rock VODA, Fabrice DEGBEDJI, et Julios DAÏRO
- A tout le personnel de la Mairie de KPOMASSE, nous disons merci du fond du cœur pour tous les apports divers que vous n'avez ménagé dans la réalisation de ce travail.
- A tous les camarades de la spécialité Economie et Finance des Collectivités Locales
- A tous ceux qui de près ou de loin ont contribué de diverses manières à l'aboutissement de ce travail, soyez en remerciés.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ACE	: Agents Contractuel de l'Etat
ACL	: Agents permanent de la Collectivité Locale
ADELAC	: Agence de Développement de la zone intégrée du lac Ahémé et ses Chenaux
BOC	: Bases Obligatoires de Contrôles
CONAFIL	: Commission Nationale des Finances Locales
CDD	: Contrat à Durée Déterminée
CDI	: Contrat à Durée Indéterminée
CEG	: Collèges d'Enseignement Général
CNSS	: Caisse National de Sécurité Sociale
CSLP	: Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté
DAUO	: Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme Opérationnel
DBC	: Division Budget et Comptabilité
DCP	: Division Coopération et Partenariat
DEOP	: Division des Equipements et Ouvrages Publics
DDLPEL	: Division du Développement Local, de la Planification et de Promotion de l'Economie Locale
DGEDCCV	: Division de la Gestion de l'Environnement, du Domaine Communal et du Cadre de Vie
DGEEM	: Division Gestion des Equipements
DIL	: Dépenses d'Investissement Local
DSIF	: Division Système d'Informations Foncières
DPCPT	: Division du Patrimoine Culturel et de la Promotion Touristique
FADeC	: Fonds d'Appui au Développement des Communes du Bénin
FASEG	: Faculté des Sciences Economiques et de Gestions
IFU	: Identification Fiscale Unique

PDC	: Plan de Développement Communal
MCO	: Moindres Carrés Ordinaires
MDGL	: Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale.
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PMI	: Petite et Moyenne importation
Pop	: Population
RF	: Recettes fiscales
RNF	: Recettes Non Fiscales
RPa	: Recettes Partagées
SAF	: Service des Affaires Financières
SAG	: Service de l'Administration Général
SDLP	: Service du Développement Local et de la Prospective
SFD	: Structure Financier Décentralisée
SG	: Secrétariat Général
SPP	: Service des Prestations à la Population
ST	: Service Technique
TE	: Transferts d'État
TPU	: Taxe Professionnelle Unique
UAC	: Université d'Abomey-Calavi

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Test de Dickey Fuller Augmented pour toutes les variables.....	38
Tableau 2 : Résultats du test de cointégration de Schwarz criterion (maxlag=3)	39
Tableau 3: Résultat des estimations du modèle à correction d'erreur.....	40
Tableau 4: Résultat du test d'autocorrélation des erreurs de Breusch-Godfrey.....	42
Tableau 5: Résultats du test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey.....	42
Tableau 6: Résultat du test de normalité de Jarque-Bera	43
Tableau n°7: Signe des variables obtenu après l'estimation.....	44

RESUME

Le développement local demeure, au Bénin, l'une des préoccupations les plus importantes à l'ère de la décentralisation. Le présent mémoire s'est consacré au rôle de la fiscalité locale dans le développement local, notamment les recettes fiscales et les recettes non fiscales dans les dépenses d'investissement local de la commune de Kpomassè. Afin d'analyser ce rôle nous nous sommes fixé un objectif général qui est d'étudier l'influence de la fiscalité locale sur les dépenses investissement dans la commune de Kpomassè délibérés en des objectifs spécifiques : d'une part évaluer l'effet des recettes fiscales sur les dépenses d'investissement locales dans la commune de Kpomassè et d'autre part analyser l'effet des recettes non fiscales sur les dépenses d'investissement dans la commune de Kpomassè. A partir de chaque objectif des hypothèses ont été formulée respectivement, les recettes fiscale influence positivement les dépenses d'investissements de la commune de Kpomassè et les recettes non fiscales influence positivement les dépenses d'investissements de la commune de Kpomassè. Ces hypothèses ont été testées à travers la méthode des Moindres Carré Ordinaire(MCO), à partir des données secondaires sur la période de 2003-2019. Ainsi, on peut affirmer qu'il existe une relation positive entre les recettes fiscales, les recettes non fiscales et les dépenses d'investissement locale. Nous proposons une action publique locale reposée sur une meilleure gestion de la finance publique communale, une amélioration des stratégies de mobilisation de ressources et une allocation efficace de ces dernières.

Mots clés : Décentralisation, Fiscalité local, Investissement local, Développement local

ABSTRACT

Local development in Benin remains one of the most important concerns in the era of decentralization. This brief focused on the role of local taxation in local development, including tax and non-tax revenues in local investment spending in the municipality of Kpomassè. In order to analyse this role we have set ourselves a general objective which is to study the influence of local taxation on investment expenditure in the municipality of Kpomassè deliberate with specific objectives: on the one hand assess the effect of tax revenues on local investment expenditure in the municipality of Kpomassè and, on the other hand, analyse the effect of non-tax revenues on capital expenditure in the municipality of Kpomassè. From each objective the hypotheses were formulated respectively, tax revenues positively influence the capital expenditure of the municipality of Kpomassè and non-tax revenues positively influence the capital expenditure of the municipality of Kpomassè. These hypotheses were tested using the Ordinary Square (MCO) method, based on secondary data for the period 2003-2019. Thus, it can be said that there is a positive relationship between tax revenues, non-tax revenues and local capital expenditures. We propose local public action based on better management of municipal public finance, improved strategies for mobilizing resources and an effective allocation of resources.

Keys words: Decentralization, Taxation local, local investment, local development

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE ET DEROULEMENTDU STAGE	4
Section I : Cadre institutionnel de l'étude	4
Section 2 : Déroulement du stage.....	18
Section 1 : Problématique, objectifs et hypothèses	22
Section 2 : Revue de littérature et méthodologie de recherche	26
Section 3 : Méthodologie de recherche	31
Section 1: Résultats d'estimation du modèle	37
CONCLUSION	47
BIBLIOGRAPHIE	48

INTRODUCTION

Face à l'absence de légitimité des Etats africains, liée à leur relative incapacité politique, technique et financière à répondre aux besoins de leurs populations et la montée en puissance à partir des années 90 des exigences des partenaires techniques et financiers au développement comme la BM et le FMI ont favorisée le lancement progressif du processus de la décentralisation dans les pays d'Afrique Keïta (2008). En faisant l'option de la décentralisation, suite aux échecs des programmes de développement dominé par la corruption, ces pays cherchent à atteindre deux objectifs : la démocratie à la base et le développement local Bird et Vaillancourt (1999). Pour Courade (2000) tout échec au niveau du deuxième objectif peut empiéter sur la première et réciproquement. Le processus de la décentralisation place le citoyen au cœur de la gestion des affaires locales car les politiques d'allocation des ressources opérées par les gouvernements centraux ne répondaient pas aux réels besoins des populations Yatta (2009). La décentralisation faciliterait ainsi la prise en compte des besoins de la population car plus proche d'elle. Elle a aussi pour objectif fondamentale le renforcement de la mobilisation des ressources fiscales et la promotion d'un développement inclusif du territoire national en consolidant les économies locales Oates (1993).

Par ailleurs au Bénin, c'est lors de la Conférence Nationale des Forces Vives de la Nation en 1990, que la réforme relative à la décentralisation a vu le jour. De cette réforme, soixante-dix-sept (77) communes vont naître en lieu et place des sous-préfectures et circonscriptions urbaines. Ces communes sont dotées de la personnalité juridique et de l'autonomie financière avec à leur tête un conseil communal élu.

Après les élections locales de décembre 2002 et l'installation des conseils communaux et municipaux en 2003, il ressort que, la mise en œuvre de la décentralisation est effective au Bénin. Celle-ci s'accompagne d'un processus de déconcentration avec la création de douze (12) départements au nombre desquels le département de l'Atlantique constitué de huit (08) communes dont la Commune de Kpomassè.

A la commune dont il est question ici, il a été dévolu des compétences en matière de développement économique, de développement sanitaire et social, de l'éducation, du sport et des activités culturelles. La Commune de Kpomassè s'est de ce fait vue attribuer un rôle central quant à l'épanouissement des populations dont elle a la charge. Cependant, l'accomplissement d'une telle mission nécessite la possession de moyens adaptés à la nature

et à l'ampleur de ladite mission. Ces moyens sont de plusieurs ordres. Il s'agit des moyens humains, institutionnels ou financiers. C'est dans cette optique que, malgré les recettes fiscales dont dispose cette commune, l'État en relation avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ont jugé utile d'accompagner les communes en général le long de leurs processus de développement à travers des transferts de ressources.

Quel est l'apport de la fiscalité locale dans les dépenses d'investissement dans la commune de Kpomassè ?

Pour bien mener cette recherche, le présent travail s'articule autour de trois chapitres :

- Le premier chapitre décrit le cadre institutionnel de l'étude tout en faisant le point sur le déroulement du stage.
- Le deuxième chapitre analyse le cadre théorique et méthodologique de l'étude.
- Le troisième chapitre est consacré à la présentation et à l'analyse des résultats de recherche.

**CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL
DE L'ETUDE ET DEROULEMENT DU
STAGE**

CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE ET DEROULEMENT DU STAGE

Ce chapitre présente le cadre institutionnel de la commune de Kpomassè.

Section I : Cadre institutionnel de l'étude

Dans cette section, il est présenté la mairie de KPOMASSE à travers son historique, ses objectifs, sa structure organisationnelle puis il est fait état des ressources dont elle dispose.

Paragraphe 1 : Présentation de la Mairie de KPOMASSE

A- HISTORIQUE

La commune de Kpomassè est l'une des 8 communes que compte le département de l'Atlantique. Elle a été créée en 1977 pendant l'ère révolutionnaire sous la dénomination de sous-préfecture. Sa dénomination Kpomassè renvoi à une légende, qui raconte que deux chasseurs répondant aux noms de VAGBODOTO et de HOHOUNBO de coutume Fon étaient venus habiter DAGBEGNON, une localité où vivait un certain AGBATO, chasseur de coutume Sahouè originaire de HOUNHOUE dans le département du Mono. Un jour, les enfants de ce dernier étant partis à la chasse dans une épaisse forêt, avaient par mégarde tiré sur un homme, le prenant pour un animal. Il mourut aussitôt. Les parents du défunt se révoltèrent et voulurent tuer les pauvres enfants pour se venger. Une querelle vit alors le jour entre les deux familles. La situation était devenue invivable. HOHOUNBO qui était un ami intime de AGBATO, avait été mis au courant de ses difficultés. Il lui fit appel pour venir habiter auprès de lui afin de sauver la vie de ses enfants. Ils prirent alors la fuite, traversèrent le lac Ahémé pour venir s'installer à DAGBEGNON. HOHOUNBO heureux de voir son ami auprès de lui, le rassura en ces termes « NON FI KPODO VI TOWE LEKPO MEDE BOU NA WA DO HESI NOU WE A, ANA DJO VI TOWE LE DO A, DO KPO DJI VI O ENON DO VOTON DO A : (KPO NON SETIN SIN VITON KON A) » ce qui littéralement signifie : « Reste avec tous tes enfants ici. Personne ne viendra t'inquiéter. Tu ne dois pas abandonner tes enfants, car, quand la panthère met son petit au monde elle ne l'abandonne jamais ». C'est à partir de ce jour que cette localité qui s'appelait DAGBEGNON prit peu à peu le nom de Kpomassè (littéralement : la panthère ne bouge pas) qui est devenu celui de la commune. Avec l'avènement de la décentralisation elle a conservé sa superficie 305 km² soit environ

9 % du territoire de l'Atlantique et 0,271 % du territoire national. Elle est limitée au Nord par la commune d'Allada, au Sud par la commune de Ouidah, à l'Ouest par les communes de Comè et de Bopa avec une frontière naturelle composée du lac Ahémé et d'un affluent du fleuve Couffo et à l'Est par les communes de Tori Bossito et de Ouidah. Elle compte soixante-seize (76) villages répartis dans neuf (09) arrondissements à savoir : Agonkanmè, Aganmalomè, Agbanto, Dédomè, Dekanmè, Kpomassè-Centre, Sègbohoulé, Sègbéya, Tokpa-Domè. Selon les données du 4ème Recensement Général de la population et de l'Habitation (RGPH 4) opéré en 2013 sa population est estimée à 67722, dont 34295 femmes soit 50,70% et 33353 hommes soit 49,30%. Cette population a connu un accroissement intercensitaire 1,51 % entre 1979 et 1992 contre 1,34 % entre 1992 et 2002. Ce taux est passé entre 2002 et 2013 à 1,36. À ce titre, la commune Kpomassè fait partie des communes à faible taux d'accroissement au Bénin.

Au plan culturel, Kpomassè est une commune d'un fort potentiel culturel. On y retrouve le « Agbalè », le Gbèhoun, le Agbégbonles festivals culturels du Nonvitcha et Nonvizan et le Vodoun.

Il se fait qu'avec le temps, certaines manifestations culturelles sont en recul. C'est le cas du « Agbalè » un rythme traditionnel qui n'est plus pratiqué. Les obstacles majeurs à la valorisation du potentiel culturel sont entre autre l'insuffisance d'organisation et de régularisation des manifestations culturelles, l'insuffisance de sensibilisation des populations, l'émergence d'organisation spontanée sur le plan culturel et culturel, le non contrôle de certaines manifestations culturelles inopportunes. C'est le cas des rainbrakers faiseurs de pluies. Il y'a aussi l'insuffisance d'appui financier pour la valorisation des valeurs culturelles.

B- PRESENTATION DU MILIEU PHYSIQUE

1. Climat

Sur le plan climatique, la commune de Kpomassè est dominée par un climat subéquatorial avec quatre (4) saisons :

- une grande saison pluvieuse de mars à juillet ;
- une petite saison pluvieuse de septembre à novembre ;
- une saison sèche de novembre à mars ;
- une petite saison sèche juillet à d'août.

Mais ces derniers temps avec les phénomènes de changement climatique, on assiste à un bouleversement de la pluviométrie. La hauteur d'eau recueillie au cours de l'année varie entre 950 et 1150 mm. Elle est plus importante à l'Est qu'à l'Ouest. La température moyenne est de 27°C, variant de 24° à 30°C en saison des pluies et de 23° à 33°C en saisons sèches

2. Relief

La commune de Kpomassè a un relief très peu accidenté. Elle est caractérisée par une plaine qui peut être scindée en deux ensembles. Une haute plaine avec une altitude comprise entre 38 à 70 m. Une basse plaine avec une altitude comprise entre 16 m et 38m. A ces deux ensembles s'ajoute une plaine inondable à laquelle appartient le bassin du lac Ahémé. Le réseau hydrographique est dominé par le lac Ahémé, la principale ressource naturelle de la commune. Le lac Ahémé s'étend sur environ 40 km² et sur une distance d'environ de 30 km. A cela s'ajoute l'affluent du fleuve mono qui se jette dans le lac. Le lac Ahémé est logé dans un fossé d'effondrement subméridien à l'estuaire du Couffo, dont il reçoit les eaux tumultueuses, ainsi que quelques petites rivières sur sa rive occidentale (Boko, 1994). Il existe par endroit quelques ruisseaux.

C- ANALYSE DIAGNOSTIQUE DE L'ECONOMIE LOCALE

1. Agriculture

Kpomassè est une commune qui dispose de potentiel pour la production végétale par ses terres fertiles, ses plaines inondables, par l'existence de bas-fonds pour les cultures de contre saison. La population agricole est estimée à 54,5% de la population totale soit 5778 d'actifs agricoles en 2013 dont 1013 femmes.

L'arrondissement de Dédomè, constitue la porte d'entrée de la production d'ananas dans la commune à cause de sa proximité avec la commune d'Allada, qui constitue la commune la plus productrice d'ananas dans le département de l'Atlantique. Les arrondissements de Tokpa-domè, d'Agonkanmè et d'Agbanto sont quant à eux réputés pour leur forte production en maraichage.

La production des céréales a baissé dans la commune de façon brutale de 2013 à 2016. Les raisons évoquées par les producteurs et les agents du CARDER est la forte variation climatique qu'il y a eu sur cette période. A cette raison s'ajoute la baisse de fertilité des sols et

la faible capacité des producteurs à acheter des intrants agricoles (notamment engrais et semences améliorées)

Les légumineuses ne sont pas une grande production dans la commune de Kpomassè. Par contre les racines et tubercules (surtout le manioc) sont une culture de grande production dans la commune. Sur les campagnes 2013/2014 et 2014/2015, cette production est à la hausse. Elle a connu une légère baisse pendant la campagne 2015/2016 qui s'explique surtout par les effets du changement climatique.

Les contraintes majeures au développement de la production végétale sont la baisse de fertilité des sols ; les difficultés d'accès aux intrants ; l'accès difficile aux crédits agricoles adaptés ; l'utilisation d'outils aratoires rudimentaires ; la rareté et la mauvaise répartition des pluies dues surtout au changement climatique ; la rareté de la main d'œuvre lié surtout à la reconversion des jeunes dans le métiers de Zémidjan (taxi moto) ; la faible transformation des produits agricoles (manioc et tomate) sur place; les difficultés d'écoulement des produits liées à la dégradation des voies de desserte et à l'inexistence d'un marché communal et/ou de points de regroupement fonctionnels des produits agricoles sont autant de défis à relever pour donner un élan à la production végétale dans la commune. Il y a une nécessité de promouvoir les mesures d'adaptation au changement climatique en mettant un accent particulier sur la maîtrise de l'eau et l'aménagement des bas-fonds.

Ces contraintes ralentissent le développement de l'agriculture dans la commune car elles participent à la baisse de la production agricole, les pertes considérables post récolte en l'occurrence pour la culture de tomate. Il est important de noter par ailleurs, que l'unité de transformation de tomate installée à Kpomassè n'a jamais fonctionné. Elle a été plutôt une cause de grande faillite pour les producteurs de tomate qui ont augmenté les superficies en 2015 pensant que l'usine allait racheter la tomate.

2. Élevage

L'élevage est aussi un secteur sur lequel la commune pourrait s'appuyer dans sa politique de développement de l'économie locale. Les statistiques provenant du secteur agricole (CARDER, 2011) montrent que, dans la commune les espèces élevées sont les bovins, les porcins, les caprins, les ovins, les volailles, les lapins et les aulacodes. Ces mêmes statistiques précisent que la commune compte 53 215 têtes de volailles, 20 050 têtes de caprins, 3 366 têtes d'ovins et 5 625 têtes de bovins. Ainsi, le sous-secteur élevage reste peu développé, il est

caractérisé par un élevage domestique avec une forte divagation des animaux, entraînant un fort taux de morbidité.

3. Pêche

La pêche est la deuxième grande activité de l'économie locale dans la Commune. La commune dispose d'un grand lac, le lac AHEME long de 41 Km occupant tout le latéral Ouest de la commune et d'une superficie de 75 km² en étiage. Ce lac est l'un des plans d'eau les plus riches au Bénin de par ses variétés de produits telles que les crevettes, et une grande diversité d'espèces de poissons tant marins que d'eaux douces car le lac est relié à la mer. Il faut rappeler au passage que les crevettes béninoises font partie des mieux prisées au monde notamment celles du Lacs Ahémé.

Les arrondissements de pêche de la commune sont Agbanto, Sègbohoulè, Kpomassè, Tokpa-Domè, Dékanmè et Dédomè soit six arrondissements sur neuf. Les contraintes majeures de développement de la pêche dans la commune sont la dégradation des berges due à leur occupation désordonnée, l'occupation anarchique du plan d'eau notamment par les "xha", l'utilisation des techniques prohibées de pêche et la surexploitation du lac car l'effort de pêche y est très élevé. A ces contraintes s'ajoutent l'inefficacité des mesures d'accompagnement pour assurer une gestion durable du lac, le faible développement de l'activité de pisciculture, la mauvaise gestion (fermeture et ouverture) de l'embouchure à Couffonou, les difficultés de conservation et d'écoulement des produits halieutiques par les pêcheurs et les commerçants.

On assiste ainsi au comblement de l'embouchure Sud-ouest, à l'ensablement général du lac et à son l'envasement ce qui entraîne logiquement la baisse de la production halieutique et la disparition de certaines espèces de poissons fortement recherchées.

4. Commerce

Le secteur commercial est en plein essor dans la commune. Ce secteur est l'apanage des femmes mais mobilise aussi bien les jeunes que des hommes. Il est un secteur très porteur dans la commune. Bien que la commune ne dispose pas d'un marché communal moderne, elle dispose des marchés d'arrondissement qui s'anime bien. Ce sont les marchés locaux des arrondissements de Tokpa-Domè (marché Tokpa-domè), de Agonkanmè (Marché Yénawa), de Dékanmè (marché kpodji-clotomè), de Kpomassè-Centre (marché Dagbégnon), de

Sègbohoulè et d'Agbanto-Maga. Ces marchés ci-dessus cités sont typiquement agricoles dans lesquels sont vendus aussi des produits halieutiques et manufacturés. Ils constituent un puissant facteur de développement économique de la commune.

Cependant, aucun de ces marchés n'est suffisamment aménagé et doté d'infrastructures marchandes adéquates. De même, la dégradation des voies d'accès à ces marchés ne facilite guère la circulation des personnes et des biens entre eux et ceux des communes voisines. Ces deux grandes contraintes, font obstacle au développement des activités commerciales.

Nous souhaitons de tous nos vœux que le projet de construction d'un marché communal moderne dans l'arrondissement de Kpomassè-centre soit une réalité.

5. PME/PMI

Il existe beaucoup d'institutions qui se font appeler PME ou PMI mais qui évoluent dans l'informel. C'est d'ailleurs le cas pour certaines PME/PMI qui évoluent dans la Commune.

Il est noté que la transformation agroalimentaire se développe peu à peu dans la Commune. Plusieurs unités de transformation du manioc en gari et autres dérivés par des groupements de femmes et d'hommes sont réparties dans tous les arrondissements de la commune. La transformation de la noix de palme en huile de palme est aussi développée dans la Commune. On y retrouve aussi quelques unités traditionnelles du vin de palme en alcool appelé SODABI et d'autres unités traditionnelles de transformation des produits halieutiques.

Il faut reconnaître que la transformation agroalimentaire est un secteur émergent dans la Commune. Une attention particulière doit être accordée à ce secteur pour le promouvoir.

6. Services financiers

Les Structures Financiers Décentralisées (SFD) qui s'exercent dans la Commune sont la CLCAM, l'association Kolpping, la CAVECA et MSFP. La niche d'opportunité de ces SFD dans la commune est l'agriculture, la pêche et le commerce. Mais les services financiers ont du mal à collaborer avec leurs clients dans la commune. Ceux-ci justifient le non remboursement de crédits par les aléas climatiques, la baisse de rendement, la mévente. Les SFD restent campés aux contrats et mettent la pression sur les clients. Cet état des choses fait que les affaires ne marchent pas entre les SFD et les producteurs. Par ailleurs, les conditions d'accès au crédit et conditions de remboursement de crédits inflexibles des SFD ne sont pas

adaptées aux besoins réels des producteurs. Cela explique le faible financement de l'économie locale par les SFD.

D- Analyse diagnostique des services sociaux et communautaires

1. Santé

Le secteur de la santé dans la commune fait état d'une couverture en infrastructures sanitaires relativement appréciable malgré l'état désuet de certaines d'entre elles. La situation des infrastructures sanitaires et du personnel de santé se présente comme ci-après :

➤ Infrastructures sanitaires

La commune de Kpomassè dispose de 11 centres de santé fonctionnels et de trois 03 formations sanitaires non fonctionnelles.

Les trois formations sanitaires non fonctionnelles sont :

- Dispensaire isolé de Couffonou et Dispensaire isolé de Adja-tokpa construits par la mairie et non encore équipés et que la mairie souhaite mettre en affermage.
- Maternité de Lokogbo offert par la fondation AJAVON qui dispose déjà de l'équipement et qui a besoin de personnel pour le démarrage de ses activités (une infirmière de santé et 2 aides-soignantes)

2. Éducation

L'analyse situationnelle dans le secteur de l'éducation révèle une couverture insuffisante en infrastructures scolaires et un sous équipement en mobiliers et matériels didactiques dans la plupart des écoles maternelles et primaires puis dans les collèges d'enseignement général de la commune. De même, on note une insuffisance du personnel enseignant (en moyenne trois enseignants sur six exigées) qui rend pléthorique l'effectif dans les salles de classe en nombre insuffisant et défectueuses par endroit, l'insuffisance et l'irrégularité des subventions de l'État, l'éloignement de certaines écoles des villages et la politisation de certains bureaux d'associations des parents d'élèves. Les Associations des mères d'élèves sont quasi-absentes. Quelques dérives sexuelles sont notées notamment les grossesses précoces, le harcèlement sexuel avec comme conséquence la déscolarisation et la déperdition scolaire. A tous ces problèmes s'ajoute la faible capacité financière des parents d'élèves. En définitive, beaucoup d'efforts restent à faire pour améliorer la qualité et la performance du système éducatif dans la commune.

3. Route, transport

Le sous-secteur transport présente une situation peu reluisante de façon générale dans la commune. La plupart des pistes recensées comme réseau routier important de la commune ne facilitent pas l'accès des biens et des personnes. Ces routes sont fortement dégradées et impraticables comparativement aux voies primaires locales. Ces pistes sont restées globalement non aménagées et non entretenues. Leur praticabilité en toute saison n'est pas possible, ce qui affecte péniblement la mobilité des personnes pour accéder aux services sociocommunautaires de base et pour pourvoir à l'approvisionnement des champs en intrants agricoles et l'évacuation des produits de récolte de même que pour dynamiser les activités économiques. Mais pour l'essentiel, le transport des biens et des personnes est essentiellement assuré par les taxis motos (Zèmidjan), quelques véhicules automobiles par la voie bitumée Inter-états et les voies latéritiques à praticabilité permanente et saisonnière.

Au vu d'une telle situation, l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales reste largement hypothéquée. Dans la perspective de pallier à cette situation, une convention de partenariat pour l'aménagement et l'entretien des pistes prioritaires sur le quinquennat 2012-2016 a été signée même si les résultats attendus ne sont pas encore à la hauteur des attentes des populations. La commune dispose d'une gare ferroviaire et de deux gares routières, une à Ségbohoué et l'autre à Agonkanmè destiné au trafic régional. La gare routière non aménagée de Ségbohoué s'anime tous les jours avec un trafic local.

E- Analyse diagnostique de la gouvernance locale

1. Analyse du fonctionnement de l'administration communale

Nous essaierons d'analyser la qualité, l'organisation et le fonctionnement de celles de l'administration communale de Kpomassè. L'administration communale est animée par un effectif de cinquante-deux agents répartis dans le cabinet du Maire, le Secrétariat Général et huit (8) autres services selon un organigramme bien défini.

L'analyse du personnel de l'administration communale révèle une faible proportion des cadres de conception (05,76%) et une forte proportion d'agent d'exécution. Les femmes ne représentent que 17,30% du personnel et sont en majorité des assistantes de service de catégorie C et D. Ce personnel compte trois Agents Contractuel de l'Etat (ACE), 40 Agents

permanent de la Collectivité Locale (ACL), un ACL sous Contrat à Durée Déterminée (CDD) et huit ACL sous Contrat à Durée Indéterminée (CDI).

Par ailleurs, l'analyse du profil intellectuel montre une situation d'inadéquation profil/poste et une insuffisance qualitative et quantitative de personnel. Il a été relevé l'inexistence d'un plan de formation des agents et de la gestion prospective des carrières des agents, de même que l'inexistence de fiche de poste devant garantir l'animation de l'administration communale par une ressource humaine de qualité.

2. Organigramme de la commune Kpomassè

- Le Cabinet du Maire
- Le Secrétariat particulier du Maire
- Les Adjoints au Maire
- Le Secrétariat Général
- Service de l'Administration Général (SAG)
- Service des Affaires Financières (SAF)
- Service des Prestations à la Population (SPP)
- Service du Développement Local et de la Prospective (SDLP)
- Service Technique (ST)

Le Cabinet du Maire

Le Cabinet du Maire comprend :

- Le Directeur de Cabinet du Maire ;
- Le Chef du Cabinet
- les Conseillers techniques dans divers domaines notamment : La communication communale et les relations publiques ; Les affaires politiques et le protocole ; Les affaires juridiques et du contentieux ;
- La sécurité publique ;
- La coopération décentralisée ;
- les Chargés de mission ;
- les attachés de Cabinet ;
- les Assistants Techniques éventuels mis à la disposition par les Partenaires Techniques au Développement.

Le Secrétariat Particulier du Maire

Placé sous l'autorité directe du Maire, il a pour missions :

- La réception, l'enregistrement à l'arrivée et au départ du courrier confidentiel ou secret ;
- La préparation et le suivi des rendez-vous et des réunions du Maire ;
- La saisie et l'expédition de tous les courriers à caractère confidentiel ou secret ;
- La rédaction du courrier du Maire ;

Le Secrétariat Particulier a, en outre, sous sa responsabilité, le ou les agents chargés d'assurer le Secrétariat des Adjoints au Maire.

Les Adjoints au Maire

Le Maire est assisté dans l'exercice de ses fonctions par deux (2) Adjoints.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Maire est suppléé dans ses fonctions par les Adjoints suivant leur rang.

Le Maire peut déléguer à un de ses Adjoints, à titre temporaire ou permanente, sous sa responsabilité, ses attributions d'officier d'état civil.

Il est créé un poste de Secrétaire des Adjoints au Maire, administrativement rattaché au Maire.

Le Secrétariat Général

L'élément central du dispositif organisationnel de la Mairie est le Secrétariat

Général (SG) qui est placé sous l'autorité du Secrétaire Général. Le Secrétaire Général de la Mairie assiste le Maire dans l'organisation et la gestion des services de la Mairie. Il est le principal animateur des services administratifs communaux. A la diligence du Maire, il prépare les réunions du Conseil communal, assure le secrétariat des séances dudit Conseil et en dresse les procès-verbaux. Il est secondé par un Secrétaire Général Adjoint nommé par Arrêté de Maire. L'administration communale compte en plus de cet élément central, différents services qui sont également sous l'autorité du Secrétaire Général. Ces services composés de divisions et les agents qui y travaillent.

Le Secrétariat Général comprend :

- Le Secrétariat Particulier du Secrétaire Général (SPSG) ;
- Le Secrétariat Administratif Central (SAC) ;
- La Cellule des Transmissions Radio (CTR).
- La Cellule chargée des questions, du Conseil Communal et ces commissions permanentes.

❖ **Service des Prestations à la Population**

Le rôle fondamental de ce service est la gestion de l'état civil et des affaires touchant à la vie quotidienne de la population. Il comprend :

- La Division de l'Etat Civil (DEC) ;
- La Division de la Population, de l'Action Sociale (DPAS).

❖ **Service du Développement Local et de la Prospective**

Le Service du Développement Local et de la Prospective a pour mission l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de la commune, en matière de développement local et de promotion des activités économiques, dans la commune. Il comprend :

- La Division du Développement Local, de la Planification et de la Promotion de l'Economie Locale (DDLPEL)
- La Division Coopération et Partenariat (DCP)
- La Division Système d'Informations Foncières (SIF)
- La Division du Patrimoine Culturel et de la Promotion Touristique (DPCPT).

Présentation du Service des Affaires Financières

Le service des affaires financières est celui dans lequel s'est déroulé notre stage.

Comme dit plus haut, il est chargé de la gestion budgétaire et comptable, notamment la préparation et l'exécution du budget de la commune. Il assure également la mission de développement des ressources financières de la commune sur la base d'analyses des ressources mobilisées et des dépenses. Il comprend :

- La Division du Budget et de la comptabilité ;
- La Division de la Gestion des Equipements Economiques et Marchands ;
- La Division de l'Analyse, de la Prospective et du Contrôle de Gestion.

La Division du Budget et de la Comptabilité

Cette division est chargée de (du) : l'élaboration et de l'exécution du budget ;

- Suivi de l'équilibre dépenses/recettes ;
- Suivi des recettes de la commune (recettes fiscales et non fiscales, transferts et subventions diverses) ;
- Collecte et de l'analyse des taxes à caractère comptable, financier et fiscal ;
- L'étude de la mise au point de la tarification des prestataires communaux en liaison avec les chefs de services concernés ;
- L'élaboration des états financiers ;

- L'élaboration du compte administratif ;
- Suivi et de l'analyse de la situation financière et de l'établissement des statistiques ;
- La gestion des stocks et de la tenue de la comptabilité matière (tenue des fiches de stocks, des fiches d'affectation) ;
- La gestion de la trésorerie ;
- La mise en œuvre des procédures d'engagement, d'ordonnancement et de liquidation des dépenses ;
- L'exécution de certaines dépenses relevant du budget national, de l'émission des ordres de recettes ;
- Paiement des agents de la mairie ;
- L'entretien des bureaux de la mairie et des diverses réparations.

La Division de la Gestion des Equipements Economiques et Marchands

Le chef Division est chargé de :

- L'élaboration et du développement d'une stratégie d'amélioration des recettes non fiscales (stratégie de recouvrement)
- L'évaluation du potentiel économique ;
- La gestion des contrats d'affermage, etc. ;
- Suivi du recouvrement et du reversement des recettes non fiscales ;
- La tenue d'un inventaire des équipements et installations à caractère économique ;
- La gestion de la régie de recettes.

La Division de l'Analyse, de la Prospective et du Contrôle de Gestion

Cette division est chargée de (du) :

- L'analyse des besoins de financement ;
- L'étude de scénarios et la planification des investissements ;
- Suivi de l'équilibre budgétaire des dépenses d'investissement ;
- Suivi des engagements et des règlements des dépenses d'investissement (délais de règlement)
- Le suivi des engagements par rapport aux prévisions ;
- Suivi de la cohérence des procédures et des outils de gestion.

3. Composition et fonctionnement des différents conseils de la gouvernance locale

L'analyse du Conseil Communal de Kpomassè révèle une équipe de quinze (15) Conseillers Communaux en majorité instruits et ayant une position socioprofessionnelle non moins négligeable. Dépouillé de tout intérêt politique et inscrit dans une dynamique de développement durable, cette nouvelle ossature du Conseil Communal constitue un atout qui pourrait favoriser l'amélioration du recouvrement des ressources propres, la diversification des sources de financement du développement local et l'adhésion des populations en l'occurrence celles lacustres aux exigences d'une gestion durable du lac Ahémé, des ressources forestières et fauniques.

Par ailleurs, malgré la fonctionnalité signalée de la commission des affaires économiques et financières et celle en charge des affaires domaniales et environnementales, la mobilisation des ressources propres ne connaît pas pour autant d'amélioration, l'incivisme fiscale ne cesse de prendre de l'ampleur sans occulter l'insuffisance d'initiatives pérennes de promotion de l'économie locale. Il en est de même pour la gestion foncière caractérisée par une insuffisance de lotissement, de recasement et de viabilisation des zones d'affectation urbaines et/ou d'aménagement rural. Aussi note-t-on l'insuffisance d'initiatives pérennes et conséquente aux fins de : (i) une gestion durable des ressources en eau en l'occurrence et celles forestières et fauniques ; (ii) la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement pour la préservation de l'environnement.

F- OBJECTIFS

Pour assurer le développement de la commune, le Conseil Communal s'est doté, dans son Plan de Développement Communal (PDC) 3ème génération, d'une vision formulée comme suit : **«Kpomassè, une commune d'attrait touristique, agricole et halieutique où règnent le bien-être social et l'éducation pour tous».**

Projeté sur un horizon de cinq ans (2017-2021), l'objectif global consiste à améliorer les conditions de vie des populations par la valorisation durable des potentialités naturelles et socio-économiques de la commune. À cet effet, il a été conçu cinq (05) programmes et des projets correspondant. Le tableau ci-dessous présente ces programmes et ces projets.

Le coût global nécessaire pour la réalisation de ces programmes est estimé à cinq milliards cent trente-huit millions sept cent cinquante-trois mille deux cent francs CFA (5 138 753 200 f CFA) dont :

Financement prévisionnel sur fonds propres de la Commune : Six cent vingt-neuf millions neuf cent cinquante mille (629 950 000) f CFA ;

Financement prévisionnel sur subvention FADEC : Un milliard six cent cinquante millions cinquante-huit mille deux cent (1 650 058 200) f CFA

Financement à rechercher (Etat, PTFs Coopération décentralisée/Diaspora) : Deux milliards huit cent cinquante-huit millions sept cent quarante-cinq mille (2 858 745 000) f CFA

Paragraphe 2 : Les ressources de la Mairie de Kpomassè

Pour atteindre ses objectifs, la Mairie de Ouidah dispose de ressources humaines, matérielles et financières.

❖ Ressources financières

La mairie de Kpomassè dispose de deux (02) types de ressources à savoir :

- **Les ressources internes ;**
- **Les ressources externes.**

1- Les ressources internes

Les ressources internes de la commune de Kpomassè ne sont autres que les ressources budgétaires propres. Elles sont directement mobilisées par la mairie pour non seulement assurer le fonctionnement des organes communaux et de l'administration communale mais également la réalisation des diverses infrastructures socio-économiques et communautaires. Elles comprennent :

- **Les ressources fiscales ;**
- **Les ressources non fiscales.**

a- Les ressources fiscales

Les ressources fiscales sont constituées de :

- La patente

C'est un impôt payé par toute personne physique ou morale assujettie à la Taxe Professionnelle Unique (TPU) et qui exerce au Bénin une activité commerciale non exemptée.

- La licence

C'est un impôt dû par toute personne physique ou morale non assujettie à la TPU et se livrant à la vente en gros ou en détail des produits à consommer sur place ou à exporter.

- Les contributions foncières des propriétés bâties et non bâties

Elle remplace la Taxe Foncière Urbaine où le Registre Foncier Urbain n'est pas mis en place.

- Les taxes communales

Il s'agit des impôts indirects à savoir la taxe sur les armes à feu, les spectacles et manifestations bruyantes, les taxis moto et auto, l'exploitation des carrières de sable etc.

b- Les ressources non fiscales

Il s'agit des ressources des prestations de service de la commune, des produits du patrimoine et des activités de la commune, des ressources relatives aux services d'hygiènes, de salubrités physiques, aux services funéraires assistés par la commune et l'excédent de fonctionnement de l'exercice précédent.

2- Les ressources externes

Elles proviennent des sources extérieures à la commune et sont constituées des subventions et des transferts accordés par l'État central, des transferts des partenaires (les transferts de coopération décentralisée, les financements bilatéraux et multilatéraux pour le fonctionnement des projets de développement local ou sectoriel), des fonds de concours (des associations, des ONG...) et des emprunts contractés par la commune auprès des institutions financières.

Section 2 : Déroulement du stage

Ici, il est question des travaux effectués au cours du stage (paragraphe1), les observations de stage (paragraphe 2) et les difficultés rencontrées au cours du stage (paragraphe 3).

Paragraphe 1 : Travaux effectués au cours du stage

Le stage académique effectué à la mairie de Kpomassè a permis de découvrir assez de réalités du monde professionnel. Il s'est déroulé au Service des Affaires Financières (SAF), plus

précisément au sein de deux divisions. La Division Budget et Comptabilité (DBC) et la Division de la Gestion des Equipements Economiques et Marchands (DGEEM).

1. Travaux effectués à la Division Budget et Comptabilité

Plusieurs tâches ont été menées dans cette division notamment :

- La certification de factures ;
- Le cachetage des mandats, des bons et divers autres documents ;
- La transcription au livre du journal des mandats délivrés, les différents mandats édités ;
- L'enregistrement des bordereaux et courriers expédiés dans le registre des courriers départ ;
- Le classement des bordereaux aux archives du Service des Affaires Financières
- La reliure des documents financiers (Plan Annuel d'Investissement, le budget de la Mairie etc.)

Paragraphe 2 : Observations de stage

Le séjour passé dans la Division du Budget et de la Comptabilité a révélé les réalités ci-après :

- Tenue d'un registre et de plusieurs cahiers pour le suivi des pièces et des mandats ;
- Insuffisance d'outils informatiques ;
- Inexistence d'un réseau WI-FI pour faciliter la correspondance avec la recette perception ;
- Insuffisance de moyens roulants ;
- Retard dans le paiement des prestataires ;
- Non transfert à bonne date des divers fonds à la commune de Kpomassè ;
- Manque criard de ressources humaines de qualité ;
- Insuffisance de matériels pour la reprographie.

Paragraphe 3 : Difficultés rencontrées au cours du stage

Le stage effectué à la Mairie de Kpomassè dans le but de confronter les enseignements théoriques reçus à la Faculté des Sciences Economique et de Gestion aux réalités du monde professionnel fût au départ très difficile. Le chef Service n'était pas stable. Néanmoins, pour nous permettre d'atteindre nos objectifs, il a mis à notre disposition tous ceux dont on avait besoin et nous à confier à ses collaboratrices, ce qui nous a permis finalement de nous familiariser avec tout le personnel du SAF. Le problème essentiel auquel nous avons été

confrontés avec ces dernières est le manque d'informations. Elles estimaient que les informations pourraient leurs portées préjudice.

CHAPITRE II: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

Le présent chapitre expose le cadre théorique et méthodologique de l'étude. Il s'articule autour de trois sections; problématique, objectifs, et hypothèses constitue la première section, la seconde section aborde la revue de littérature et enfin dernière part concerne la méthodologie de recherche.

Section 1 : Problématique, objectifs et hypothèses

Paragraphe 1 : Problématique et intérêt de l'étude

1. Problématique de recherche

L'analyse économique du fédéralisme fiscal s'inscrit fondamentalement dans une économie du bien-être, elle met au centre de son programme de recherche l'analyse de la fonction d'allocation de l'État. L'un des principaux résultats dans ce sens est « le théorème de la décentralisation optimal » Oates (1972). Dans sa contribution au développement de la théorie économique du fédéralisme fiscale Samuelson (1954) après avoir défini les missions de l'État assigne aux collectivités territoriales la fonction d'allocation car selon lui les collectivités locales sont peu outillée pour mener une politique de redistribution et de stabilisation. De nombreuses études se sont penchées sur la question du développement, il ressort que le territoire est le carrefour, le lieu de rencontre de tout les processus critique de croissance et de développement (Lauzon et Bossard, 2005 ; Zimmermann, 2004)

Rendre meilleur les conditions de vie des populations à travers le processus de décentralisation est devenu un choix politique suite à l'échec d'une longue période de gestion des affaires publiques par l'État central avec un ensemble de réalisations de biens et de services sans réelle amélioration des conditions de vie des populations (Bennett, 1990). Cette forme de gestion centralisée s'est soldée par des investissements infructueux (Kamgnia et Touna, 2002). L'avènement de la décentralisation a favorisé la responsabilisation des populations par le biais d'une autonomisation dans la gestion socioéconomique et qui t'à les incitées à prendre des initiatives en s'appuyant essentiellement sur des ressources locales et ceux misent à leur disposition par l'État et ses partenaires Yatta (2009). Ces réflexions ont retenus l'attention des gouvernements des pays en voie de développement comme le Bénin, qui a fait l'option d'un processus de décentralisation à un seul depuis 2002 où le cadre législative est posé par la Loi n° 97-028 du 15 janvier 1999 portant organisation de l'administration territoriale de la République du Bénin.

La décentralisation a pour mission fondamentale la promotion du développement, de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau local. Selon le PNUD (2008), l'atteinte de ces différents objectifs passe impérativement par la disponibilité des ressources financières des collectivités décentralisées, c'est dans cette optique que la fiscalité locale trouve tout son sens. Selon le lexique d'Economie, DALLOZ (2002) la fiscalité est l'ensemble des textes et règlements organisant la définition et la perception de l'impôt. Elle peut être locale ou nationale selon l'organisme destinataire des fonds recueillis. Ce concept englobe la définition d'un champ des recettes fiscale et non fiscale des collectivités locales, l'identification d'un champ de recettes partagées entre l'État et les collectivités locales, et les transferts de l'État aux collectivités locales. Autrement dit, il s'agit d'une véritable décentralisation financière après le transfert des pouvoirs administratifs aux collectivités territoriales par l'État. La fiscalité locale permet donc aux communes d'être financièrement autonomes vis-à-vis de l'État. D'après Oates (1993), l'autonomie financière des collectivités territoriales est une voie à privilégier pour le développement local. Elle responsabilise et permet une transparence dans la gestion. La fiscalité locale prend tout son sens dans le contexte de la décentralisation fiscale. En effet, La décentralisation fiscale motive les autorités communales à faire un effort pour élargir l'assiette et améliorer le recouvrement des impôts et taxes Kom Tchuenté, (1996). Elle permet également de réduire leurs dépendances par rapport à l'État Nguini, (1996) ; Weinsou (2006).

Cependant, la faiblesse des finances locales et les difficultés financières rencontrées par l'État limite la capacité des communes à promouvoir le développement à la base (Finken, 1996 ; Courade, 2000 ; Nkwenka, 2012). Au Bénin, les ressources propres participent à hauteur de 7% aux recettes d'investissements des communes CONAFIL (2016). Selon Yatta (2009), l'incapacité des collectivités locales à investir est à l'origine de la structure de l'économie locale dominée par le secteur informel entretenu par la pauvreté, provoquant un stationnement, voire une régression relative de l'économie locale. Il va falloir que les programmes d'investissement local participent à l'amélioration des conditions de vie des populations. En effet, moins une communes réalise des dépenses d'investissement, moins elle est capable de convaincre du bien-fondé de l'impôt et moins elle peut mobiliser des ressources pour son fonctionnement, et de dégager un épargne positif préalable aux investissements Chambas (2005).

La fiscalité locale apparaît alors comme un moyen d'améliorer les ressources financières des communes. Par ailleurs, la décentralisation fiscale perdrait tout son sens si l'accroissement des finances locales ne booste pas les dépenses d'investissement locales nécessaires à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Certaines études ont d'ailleurs montré qu'il existe un lien positif et significatif entre les recettes propres (recettes fiscale et non fiscale) et les dépenses d'investissement dans les collectivités locales (Atkinson et Stiglitz, 1980 ; Ahsan et Sahni, 1987). Une étude pareille est opportune dans le contexte béninois, où la structure de l'économie local ne facilite pas la mobilisation des recettes fiscale et non fiscale, de plus les collectivités locales font face au détournement des ressources financières Housounou (2016). S'il est vrai que la fiscalité locale permet le financement du développement local par les recettes fiscales, les recettes non fiscale et les recettes partagée, il reste que la contribution de ces derniers à la croissance des dépenses investissements locales soulève des interrogations, compte tenu de la gestion financière des communes du Bénin, qui s'avère de plus en plus inquiétante au regard des scandales financiers observés depuis quelques années dans certains rapports des audits de la gestion financière des communes du Bénin (CONAFIL, 2016). C'est compte tenu de l'importance du recourt à la fiscalité locale pour financer le développement à la base et dans le souci d'apporter quelques suggestions utiles à la résolution des difficultés liées à la mobilisation des ressources fiscales dans les communes du Bénin en général et particulièrement celle de la commune de Kpomassè que notre choix s'est porté sur le sujet ci-après : ***comment la fiscalité locale influence-t-elle les dépenses d'investissement de la commune de Kpomassè ?***

Cette question centrale sera illustre à travers deux questions spécifiques à savoir :

- *Quels est l'effet des recettes fiscales sur les dépenses d'investissements de la commune de Kpomassè ?*
- *Quels est l'effet des recettes non fiscales sur les dépenses d'investissements de la commune de Kpomassè?*

2. Intérêt de l'étude

Cette étude permettra de mettre à la disposition des acteurs communaux et intercommunaux un outil d'appréciation de la relation existant entre les recettes fiscales et les dépenses d'investissement d'une part, et d'autre part entre les recettes non fiscales et les dépenses

d'investissement dans la Commune de Kpomassè. Les résultats d'un pareil travail auraient des implications évidentes pour les politiques et les prévisions budgétaires locales. Elle permettra également de confronter les connaissances théoriques acquises à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG) de l'UAC aux réalités du terrain en matière de développement local et de promotion de l'économie locale.

3. OBJECTIFS DE L'ETUDE:

L'objectif général de ce travail est d'analyser l'influence de la fiscalité locale sur les dépenses investissement dans la commune de Kpomassè.

Il s'agit spécifique d' :

- Évaluer l'effet des recettes fiscales sur les dépenses d'investissement locales dans la commune de Kpomassè.
- Évaluer l'effet des recettes non fiscales sur les dépenses d'investissement dans la commune de Kpomassè.

1- Hypotheses de l'études

Sur la base des objectifs ci-dessus définis deux (02) hypothèses de recherche feront l'objet de vérification de notre étude. Il s'agit de :

- Les recettes fiscales influencent positivement les dépenses d'investissements de la commune de Kpomassè.
- Les recettes non fiscales influencent positivement les dépenses d'investissements de la commune de Kpomassè.

Section 2 : Revue de littérature et méthodologie de recherche

Paragraphe 1 : Revue de littérature

La réalisation de tout travail de recherche scientifique suppose la maîtrise de quelques concepts clés liés au sujet de recherche et la synthèse de certains ouvrages ou mémoires lus se rapportant au sujet d'étude.

1- Clarification des concepts

Il s'agira dans cette partie de définir les mots clés retenus dans notre étude, à savoir : les recettes propres (recettes fiscales et recettes non fiscales), le développement local et investissement local.

Recettes propres

Chaque commune dispose dans son patrimoine de différent type de ressources pour alimenter son budget. Ici nous tiendrons compte uniquement des recettes propres, constitués des recettes fiscale et des recettes non fiscales.

Les recettes propres font partie de ressources internes des communes. Ce sont les recettes que les communes ont la prérogative de mobiliser et de gérer dans le but de promouvoir le développement locale. Elles sont composées des recettes fiscales et des recettes non fiscales.

- Les recettes fiscales sont constitués des contributions sur les propriétés foncières bâti e t non-bâti, les patentes, les licences, et autres.
- Les recettes non fiscales proviennent des prestations de services de la commune: Actes administratifs, des amendes, les droits sur les services marchands. Les recettes en matière de produits du patrimoine: location des biens meubles et immeubles de la commune, exploitation des carrières, et autres...

Investissement local

L'investissement local est préalable au développement local, qui est le défi majeur de la décentralisation. Il apparaît donc parmi les composantes de la dépense des administrations locales comme spécialement opportun d'autant plus que les besoins en la matière sont importants et il contribue fortement à la croissance du produit intérieur brut (PIB). C'est donc le moteur du développement local Kafimbou, H. et Sanou, M., (2007).

Développement local

Le développement local est défini comme un processus dynamique qui met en interrelation les acteurs d'un territoire pour la valorisation des ressources locales dans le cadre d'un projet commun. Le développement local s'inscrit dans un cadre de développement global. Les conditions essentielles pour un développement sont :

- Une volonté locale : l'initiative des projets de développement est le fait des élus et des groupes sociaux.
- Le territoire : le développement local concerne un territoire ayant un statut et une taille.
- La capacité locale : le développement local s'appuie sur la mobilisation des données endogènes (les ressources locales, épargne de proximité) capacité des entreprises locales à générer des activités donc de créer de la richesse.

Grefe (2002), définit le développement local comme un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire « d'échelle » locale à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources matérielles et immatérielles. Cette notion désigne à la fois une posture vis-à-vis de la question du développement, une méthode pour le développement des territoires locaux ainsi qu'un cadre d'analyse de ses ressorts. Encore appelé développement à la base, le développement local est un processus utilisant les initiatives locales au niveau des collectivités territoriales comme moteur du développement économique.

2. Revue de la littérature

La recrudescence pour la décentralisation provient de la théorie du fédéralisme financier, développée pour la première fois par Hayek (1954). Selon ce dernier, le fédéralisme fiscal s'efforce de déterminer une structure optimale de l'État, à la fois dans le choix de ses missions mais aussi dans la répartition des compétences et leurs coordinations entre les différents niveaux de pouvoirs. Musgrave (1959) participe à la réflexion sur le fédéralisme fiscal en s'intéressant aux questions de fiscalités optimales, d'impact des transferts et s'interroge sur les propriétés d'efficacité des migrations entre régions. Bahl et Shyam (1986), Oates (1993), Shah (1994), Bird et Vaillancourt (1999) montrent que la fiscalité locale est un moyen nécessaire pour diminuer le déficit budgétaire et rend plus efficace le secteur public et inciter le secteur privé. Mais Laffer met en garde sur l'incidence qu'aurait une politique fiscale expansionniste. Il actualisa et développa l'idée déjà émise

par Smith (1976) selon laquelle, des taux d'imposition trop élevés peuvent entraîner une réduction de la matière imposable. Alors toute politique fiscale locale doit donc déterminer le niveau de prélèvement optimal supportable pour les contribuables de peur de les voir migrer vers d'autres communes, c'est ce que Tiébout (1956) appelle « le vote par les pieds ». La fiscalité locale est donc un sujet à aborder avec délicatesse dans le processus de développement local. Selon Lemieux (2001) l'objectif de la décentralisation fiscale à travers la fiscalité locale est de favoriser le développement à la base par les investissements locaux. Dans cette même approche, Besson (2002) fait part de ce que l'investissement des collectivités locales a pris une grande ampleur grâce à la fiscalité locale combinée avec le transfert des ressources par l'État et ses partenaires. Une étude menée par Fukasaku et De Mello (1993) à partir d'un échantillon de pays en développement (Amérique latine et Asie), ont montré que la fiscalité locale impacte positivement le budget des collectivités territoriales lorsque les dépenses d'investissement locales sont entièrement financées par les ressources locales. De même, Atsushi (2004), à partir d'un modèle de croissance endogène, a montré l'impact positif de la décentralisation fiscale sur le PIB par habitant, et a conclu que la décentralisation influence positivement les conditions de vie des populations et permet une mobilisation accrue des recettes fiscales. Vue sous cet angle, la décentralisation serait mieux adaptée à l'allocation de ressources locales et faciliterait la mobilisation des ressources financières parce que la proximité géographique de la population permet de mieux cerner ses besoins et de la convaincre de l'importance de s'acquitter de ses impôts et taxes. En effet pour Torre A (2000) la proximité géographique renforce la proximité sociale et la proximité économique pour l'investissement local.

De même, pour les théoriciens de la bonne gouvernance comme Williamson (1996) une gestion rapprochée des populations et une démarche participative dans la conception des projets de développement local serait plus efficace car mieux adaptée aux spécificités locales et créerait chez la population un civisme fiscal. Mieux gérer, c'est gérer plus près et avec, puisqu'il devient ainsi impératif de diriger « le bas, d'en bas », écouter, dialoguer devient tout autant obligatoire. S'il apparaît ici que la fiscalité locale et la bonne gouvernance locale sont étroitement liées il ne faudrait pas que la consultation des communautés soit systématique sur toutes les questions de développement.

Malgré les résultats positifs ça et là de la fiscalité locale dans la fourniture des biens et services publics locaux, nombreux sont les états qui prouvent une relation négative entre

elle et les dépenses d'investissement. En effet, Xie et al. (1999) et Zang et Zou (1999) ont montrés un lien négatif important entre la fiscalité locale et les dépenses investissement de l'État. Selon ces derniers, le transfert de responsabilité des dépenses d'investissement aux collectivités locales réduit la capacité de l'État à réaliser ses propres programmes d'investissement. De ce fait, le transfert des ressources aux communes pourrait avoir privé l'État des ressources importantes. Davoodi et Heng-fu (1997) mettent en lumière une relation négative entre la décentralisation fiscale et la croissance économique. Une augmentation de 10% du niveau de la décentralisation fiscale se traduit par une baisse de 0,7% du taux de croissance économique pour l'ensemble des pays en développement et de 0,8% pour les pays développés concerne par l'étude. Toujours selon eux, la fiscalité locale se traduit dans ces pays par un manque d'harmonie entre les politiques fiscales nationales et locales, entraînant un manque de complémentarité et un gaspillage de ressources dans des projets souvent contradictoires. C'est ce qui les fait dit à Oates (1993) que « la décentralisation fiscale déprofessionnalise les décisions techniques délicates ». Selon Ebel et Yilmaz (2002), les décentralisations africaines ont pour caractéristiques communes une faible capacité de mobilisation des ressources financières des collectivités locales et une inadéquation des arrangements financiers entre l'État et les collectivités locales.

La majorité des travaux sur la relation qui existe entre fiscalité locale et les dépenses d'investissement en Afrique ont été réalisés sur les pays anglophones: on peut citer en autres les travaux de Smoke (2001) et Chambas (2005). Ils ont montré qu'il existait une relation positive mais pas significative entre les recettes propres et les dépenses d'investissements par habitants. Sur les pays d'Afrique de l'Est, ces travaux ont évalué le partage des ressources entre l'État et les collectivités locales au regard des compétences transférées. En Éthiopie par exemple, Planel (2007) a étudié l'impact des transferts de l'État sur le développement local, et il ressort de son travail que les transferts de l'État aux collectivités locales influences positivement et significativement la croissance des dépenses d'investissement. Peu de travaux se sont orientés vers les pays d'Afrique francophones Yatta (2009). Néanmoins des études ont été faites dans certains pays. Au Cameroun par exemple, Nyanda (2020) s'est intéressé à la décentralisation fiscale et la croissance des dépenses locales dans la commune de Douala, à travers un modèle de régression linéaire simple, et a montré que les recettes propres (recettes fiscales et recettes non fiscales), les recettes partagées et les transferts influencent

positivement et significativement le volume des dépenses de la commune de Douala . Au Mali, Keïta (2012) analyse les différentes causes des déséquilibres financiers entre les communes maliennes en proposant des solutions pour y remédier. En outre, plusieurs documents de référence à la fois pour les élus locaux et les cadres des administrations locales exposant un ensemble de techniques visant à améliorer la gestion des finances locales en vue de la promotion du développement à la base au Mali ont été réalisées par lui.

Au Bénin, les travaux de Weinsou (2006), OCDE (2009) et Hounsounon (2016), pour ne citer que ceux là, se sont intéressés aux sources de financement de la décentralisation et ont montrés que plus de 50% des ressources financières des collectivités locales béninoises proviennent des financements apportés par les partenaires extérieurs mais on observe une nette amélioration à partir de 2008 de la contribution de l'État avec la mise en œuvre du FADeC. De plus, la CONAFIL (2016) dans son rapport sur les finances locales au Bénin a montré qu'en moyenne 52% de recettes fiscale sont consacrées aux dépenses de fonctionnement, ces dernières absorbent plus de 75% des dépenses totales des communes. Cependant, toujours selon la CONAFIL(2016) le taux d'accroissement des dépenses d'investissements est deux fois supérieur à celui des dépenses de fonctionnements depuis 2008. La fiscalité locale en Afrique apparait donc comme l'une des problématiques majeures du développement local (Hilhorst et Baltissen, 2005). La mobilisation des ressources financières en générale et en particulier les recettes fiscales locales est alors devenue un véritable pari à gagner pour l'ensemble des collectivités locales en quête permanente d'une autonomie financière permettant de réaliser des investissements stimulateur du développement à la base. La mobilisation et la gestion efficaces des ressources financières reviennent premièrement à disposer des moyens financiers nécessaires pour réaliser les investissements locaux et deuxièmement à gérer efficacement lesdites ressources pour gagner la confiance de la population pour qu'elle participe davantage au financement du développement local (Keita et al., 2008). La mise en œuvre de la décentralisation fiscal laisse donc penser que l'amélioration des ressources communales (les recettes propre, les recettes partagée, les transferts) favoriserait le développement local.

Au plan théorique, le développement dépend de l'investissement. L'analyse macroéconomique de la décision d'investir fait appel à l'épargne. Beaucoup d'études

empiriques ont montré une relation d'hétérogénéité entre l'investissement et l'épargne. Deux grands courants de la théorie économique ont analysé les relations entre l'épargne et l'investissement. Le premier, Hayek (1954) en particulier, pense que l'épargne doit précéder à l'investissement pour éviter le recours au crédit et l'endettement alors que pour Keynes l'investissement stimule l'économie et détermine une épargne plus efficace avec le multiplicateur. De plus, Keynes attire l'attention sur le rôle que devrait jouer le budget de l'État pour atteindre de l'équilibre économique. Pour lui, les composantes des dépenses publiques ont des impacts très différents sur les variables macroéconomiques (Jacquemot et Raffinot, 1993). Les nouvelles théories de la croissance économique rejoignent Keynes sur l'importance des dépenses dans la recherche du plein l'emploi dans une économie mais pour certains théoriciens de la croissance économique comme Romer (1986), endogénéise la croissance de la productivité globale des facteurs par le biais des externalités positives ou des rendements d'échelle croissants au niveau de l'ensemble de l'économie, traduit un rôle productif aux dépenses publiques. Ces modèles place l'enjeu des politiques économiques au cœur des réflexions. Il s'agit ici de justifier les dépenses publiques différentes de la justification traditionnelle keynésienne, de stimulation de la demande par le biais du multiplicateur. Car nous estimons que l'influence des dépenses publiques passerait donc par l'offre.

Section 3 : Méthodologie de recherche

Paragraphe 1 : Modèle d'étude et sources de données

Pour tester les hypothèses fixées plus haut, il est nécessaire d'utiliser des données, techniques et outils d'analyses appropriés. Cette section est consacrée à l'approche méthodologique qui est utilisée pour étudier la contribution de la fiscalité locale dans les dépenses d'investissement locale de la commune de Kpomassè. Il est question d'expliquer par voie de régression économétrique l'investissement local par les recettes propres, les transferts et deux autres variables de contrôle que sont les recettes partages, la population. A partir de la base des données secondaires disponibles sur les finances locales de la commune de 2003 à 2019.

➤ La recherche documentaire

La recherche documentaire nous a permis de formuler la problématique et de mobiliser l'information nécessaire pour rédiger la revue de littérature.

- Outils de traitement des données

Le traitement des données mobilisées se fera grâce aux logiciels EVIEW, WORD, EXCEL

- Méthode d'analyse des données

1. Variables de l'étude

La variable expliquée :

La variable expliquée est constituée du montant annuel des dépenses d'investissements local réalisés par la commune : $Y = DIL$.

Les variables explicatives :

Elles sont constituées des Recettes fiscale (RF), des Recettes Non Fiscales (RNF), des Transferts de l'État (TE), les Recettes Partagés (RP) et la Population (Pop)

2. Spécification du modèle

Pour estimer la relation entre les dépenses d'investissements locaux et les variables explicatives, un recours à été fait au modèle des Moindres Carrés Ordinaires (MCO).

Méthode de régression :

Les variables explicatives ci-dessus énumérées sont supposées influencer positivement l'investissement public local.

La relation entre la variable explicative et les variables expliquées peut s'écrire sous la forme d'un modèle de régression linéaire simple :

$$Y_t = \alpha_t + \beta_j X_t + \varepsilon_t \quad (1) \text{ où :}$$

Y_t représente les dépenses d'investissement local de la commune en année t et X_t la valeur de la variable explicative (RF, RNF, RPA, TE, Pop) pour la commune en année t .

Les erreurs (ε_t) sont supposées indépendamment et identiquement distribuées de moyenne nulle et de variance σ^2 .

Le modèle retenu se présente comme suit :

$$DIL_t = \alpha_0 + \beta_1 RF_t + \beta_2 RNF_t + \beta_3 RPA_t + \beta_4 TE_t + \beta_5 Pop_t + \varepsilon_t \quad (2)$$

- DIL_t : Dépenses d'Investissement Local réalisé par la commune à la date t ;

- RF_t : les Recettes fiscales de la commune à la date t ;

- RNF_t : les Recettes Non Fiscale de la commune à la date t ;

- RPA_t : les Recettes Partagées à la commune à la date t

- TE_t : les Transferts de l'État à la commune à la date t ;
- $Popt$: la Population de la commune à la date t
- β_j : les paramètres (estimateurs) avec $j = 1, 2, \dots, 5$.
- α_0 : la constante (l'effet fixe spécifique à la commune) ;
- ε_t : le terme d'erreur ;
- t : la période d'étude, avec $t = [2003 ; 2019]$ ou encore $t = 1, 2, \dots, 17$

Dans ce modèle, il y a six régresseurs, y compris le terme constant. L'effet individuel qui est la constante est supposé constant au cours de la période

3. Description des tests

• Etude de la stationnarité des variables

Avant de passer à un tout traitement économique, il convient de s'assurer de la stationnarité des variables étudiées. En effet, si la série n'est pas stationnaire ; cela génère « une fausse régression » affirmée par Yule en 1980. Ainsi, d'après Quinet (1969), un processus est stationnaire si la loi qui régit chacune des variables aléatoires est dépendante du temps. Une série chronologique est stationnaire si et seulement si elle est la réalisation d'un processus stationnaire. Alors une série temporelle est dite stationnaire si sa moyenne et sa variance sont constantes dans le temps et si la valeur de la covariance entre deux périodes de temps ne dépendent que de la distance ou de l'écart entre ces deux périodes et non du moment auquel la covariance est calculée. Une telle série temporelle est qualifiée de faiblement stationnaire. Cette définition se traduit comme suit pour une série Y_t :

Moyenne : $E(Y_t) = \mu$

Variance : $V(Y_t) = E(Y_t - \mu)^2$

Covariance: $Cov(Y_t, Y_{t+k}) = E[(Y_t - \mu)(Y_{t+k} - \mu)]$

Par contre, le non stationnarité s'explique par deux phénomènes que sont la présence de tendance déterministe et/ou de tendance aléatoire dans la structure de la série temporelle étudiée. Plusieurs tests existent pour détecter le non stationnarité des séries. Le test retenu pour cette étude est celui de Dickey-Fuller Augmenté.

Si les résultats issus de ce test révèlent que toutes les variables ne sont pas stationnaires en niveau, nous passons au test de cointégration.

- **Etude de la cointégration**

Le but de ce test est de détecter si des variables possédant une racine unitaire ont une tendance stochastique commune. Si c'est le cas, il existe une relation d'équilibre dans le long terme entre les variables et la combinaison linéaire de deux variables stationnaires. Dans une telle situation, la formulation en différence a même une mauvaise spécification du modèle et des termes de correction d'erreurs doivent être ajoutés.

L'analyse de cointégration présentée par Engel et Granger (1983-1987) permet d'identifier la véritable relation entre deux variables en recherchant l'existence éventuelle d'un vecteur d'intégration et éliminant son effet. Le test de cointégration se présente en deux étapes à savoir:

Le test de l'ordre d'intégration des variables

Une condition nécessaire de cointégration est que les séries doivent être intégrées de même ordre, mais si les séries ne sont pas intégrées de même ordre, elles ne peuvent pas être cointégrées. Il convient donc de déterminer très soigneusement à travers les tests de Dickey-Fuller et de Dickey Fuller Augmenté le type de tendance déterministe ou stochastique (stationnaire) de chacune des variables, puis l'ordre de l'intégration de chacune des chroniques étudiées. Si les séries statistiques étudiées ne sont pas intégrées de même ordre, la procédure est arrêtée. Il n'y a pas de risque de cointégration. De même, si la série des erreurs est stationnaire, il y a cointégration. Dans le cas contraire, il n'y a pas cointégration entre les séries.

Estimation de la relation de long terme

Si la condition nécessaire est vérifiée, on estime par les MCO la relation de long terme entre les variables. Pour que la relation de cointégration soit acceptée, le résidu de la régression doit être stationnaire. La stationnarité du résidu est testée à l'aide des tests Dickey-Fuller ou Dickey Fuller Augmenté.

De même, le test de cointégration Johansen (1988) est un test qui propose des estimations par la méthode du maximum de vraisemblance pour tester la cointégration des séries. Pour cela, il effectue un test de rang de cointégration. Si le rang de cointégration est égal à 0, on rejette l'hypothèse de cointégration. Par contre, si le rang de cointégration est supérieur à 1, on accepte l'hypothèse de cointégration.

- **Etude du modèle à correction d'erreur (MCE)**

Si l'étape précédente met en évidence des relations de cointégration, l'étude se fera à ce niveau sur le modèle à correction d'erreur qui fournit des élasticités des variables aussi bien pour le court terme que pour le long terme. Il traduit le degré d'influence des variables exogènes sur la variable endogène. Dans le cas contraire nous allons poursuivre les analyses à l'aide du modèle MCO.

CHAPITRE III : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESUSTATS

Le présent chapitre expose les résultats obtenus après le traitement des données et leurs interprétations.

Section 1: Résultats d'estimation du modèle

Les résultats présentés ici sont relatifs d'une part à ceux issus des différents tests effectués et des résultats de l'estimation du modèle d'étude.

Paragraphe 1: Présentation des résultats des tests économétriques et estimation du modèle

1. Résultats du test de stationnarité et de cointégration

Test de stationnarité

Pour toutes études économétriques, il est important de vérifier si les variables sont stationnaires, c'est-à-dire si les séries conservent une distribution constante au cours du temps. Sur ce, nous effectuerons le test de stationnarité à partir du test des racines unitaire de Dickey-Fuller (DF) et de Dickey-Fuller Augmenté (ADF). Ces tests se basent sur l'hypothèse H_0 qu'une série contienne une racine contre l'hypothèse H_1 que la série soit stationnaire (Bourbonnais). Lorsqu'il y a absence de racine unitaire, on dit que la série est stationnaire. Dans notre étude, les dépenses d'investissement locaux est fonction des recettes propres, des recettes partagées, des transferts d'État et de la population dans la commune de Kpomassè. Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Test de Dickey Fuller Augmented pour toutes les variables

VARIABLE	ADF T-STATISTIQUE	VALEUR CRITIQUE (SEUIL DE 5%)	STATIONNAIRE
EN NIVEAU			
DIL	1.213488	-1.964418	NON
RF	-2.111587	-3.065585	NON
RNF	-2.030078	-3.065585	NON
RPA	-2.001270	-3.065585	NON
T	-2.896707	-3.065585	NON
POP	-1.269256	-3.098896	NON
EN DIFFERENCE PREMIERE			
DIL	-4.917719	-3.081002	OUI
RF	-4.661568	-3.081002	OUI
RNF	-3.214491	-3.081002	OUI
RPA	-3.908440	-3.081003	OUI
T	-7.582189	-3.081002	OUI
POP	-2.213665	-1.968430	OUI

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel EvIEWS9, 2020

Le test ADF en niveau sur les séries aboutit au même résultat. La statistique ADF est inférieure à la valeur critique au seuil de 5% en valeur absolue sur ces séries ; ainsi toutes les variables de notre étude ne sont pas stationnaires à niveau. Par ailleurs, le test de stationnarité en différence première révèle que la statistique ADF est supérieure à la valeur critique au seuil de 5% en valeur absolue pour toutes les variables de l'étude. On retient donc que toutes les variables sont intégrées d'ordre un (1). On peut ainsi envisager l'étude de la cointégration.

Test de cointégration de Schwarz

L'hypothèse nulle (H_0) de ce test est l'absence de cointégration contre l'hypothèse alternative H_1 de présence de cointégration. L'hypothèse de présence de cointégration est acceptée lorsque la statistique associée au ratio de vraisemblance (LR) est supérieure à la valeur critique (CV) au seuil de 5%. Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau ... si dessous.

Tableau 2 : Résultats du test de cointégration de Schwarz criterion (maxlag=3)

Dependent	tau-statistic	Prob.*	z-statistic	Prob.*
LDIL	-4.010893	0.2624	-16.01916	0.2824
LRF	-4.074805	0.2513	-30.04726	0.0000
LRNF	-3.472586	0.4468	-14.67443	0.3934
LRPA	-4.420749	0.1640	-18.27474	0.1392
LPOP	-2.736922	0.7462	-12.00368	0.6345

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

Les résultats de ce test indiquent quatre (4) équations de cointégration au seuil critique de 5% et une équation qui n'est pas cointégré au seuil de 5%. On accepte donc l'hypothèse de cointégration. Ce qui permet de conclure que toutes les variables de l'étude sont cointégrées au seuil de 5%.

Estimation du modèle à correction d'erreur par les MCO

Le tableau suivant présente les résultats d'estimation du modèle à correction d'erreur à la Hendry par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).

Tableau 3: Résultat des estimations du modèle à correction d'erreur

VARIABLES EXPLICATIVES	COEFFICIENTS	PROBABILITES	SIGNIFICATIVITES AU SEUIL DE 5%
C	-13.94293	0.4719	-
D(LNRF)	0.583090	0.1360	Non
D(LNRNF)	0.426107	0.4213	Non
D(LNRPA)	0.409654	0.2369	Non
D(LNT)	0.037954	0.0410	Oui
D(LNPOP)	4.225492	0.2815	Non
LNDIL(-1)	-1.375808	0.0445	Oui
LNRF(-1)	0.475293	0.2109	Non
LNRNF(-1)	0.899280	0.2994	Non
LNRPA	0.165868	0.4417	Non
LNT(-1)	0.842818	0.0062	Oui
LNPOP(-1)	4.462983	0.2972	Non
R ² = 0.867332 PROB (F-STATISTIC)= 0.209351			

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews 9, 2020

Analyse des résultats du modèle à correction d'erreur

Le coefficient β_6 associé à la valeur retardée de la dépense d'investissement local (LNDIL (-1)) désigne la force de rappel vers l'équilibre et représente le coefficient de correction d'erreur. Il doit être négatif, dans le cas contraire, il convient de rejeter une spécification de type MEC (Modèle à Correction d'Erreur). En effet, on constate que le coefficient associé à la force de rappel est négatif (-1.375808) et significativement différent de zéro au seuil critique

de 5% (la probabilité inférieure à 0,05). Il existe donc bien un mécanisme à correction d'erreur.

Élasticité de de cout et de long terme

- L'élasticité de court terme entre les recettes fiscales et les dépenses d'investissement locaux dans ce modèle est le coefficient associé à la variable D(LNRF), qui est $\widehat{\beta}_1 = 0.583090$. Ainsi, à court terme, une augmentation de 1% des recettes fiscales entraine une augmentation de 0.58 % des dépenses d'investissements locaux dans la commune de Kpomassè.
- L'élasticité de court terme entre les recettes non fiscale et les dépenses d'investissement locaux dans ce modèle est le coefficient associé à la variable D(LNRNF), $\widehat{\beta}_2 = 0.426107$
Ainsi à court terme, l'augmentation de 1% des recettes fiscales entraine une augmentation d'environ 0.43% des dépenses d'investissements locaux dans la commune de Kpomassè.
- L'élasticité de long terme entre les recettes fiscales et les dépenses d'investissement locaux est calculée de la façon suivante :

$$-\frac{\widehat{\beta}_7}{\widehat{\beta}_6} = -\frac{0.475293}{-1.375808} = 0.3454$$

On retient aussi qu'à long terme, une augmentation des recettes fiscales de 1% à une augmentation de 0,3454% des dépenses investissement locaux dans la commune de Kpomassè.

- L'élasticité de long terme entre les recettes non fiscale et les dépenses d'investissement locaux est calculée de la façon suivante :

$$-\frac{\widehat{\beta}_8}{\widehat{\beta}_6} = -\frac{0.899280}{-1.375808} = 0.1206$$

On retient aussi qu'à long terme, une augmentation les recettes non fiscales de 1% entraine une hausse de 0,1206% des dépenses investissement locaux dans la commune de Kpomassè.

A. Validation du modèle

La validation du modèle passe par trois étapes : l'analyse de la signification des coefficients, l'analyse de la qualité des résidus et de la stabilité du modèle.

1. Test de validation du modèle

Le modèle a un coefficient de détermination R^2 est 0.867332. Cette valeur confirme que les variables explicatives de cette étude expliquent à 86.73% la variable à expliquer. On retient que le modèle est globalement significatif, car la probabilité de Fisher égale 0.209351 et inférieure à 5%.

2. Test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey

Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau suivant :

Tableau 4: Résultat du test d'autocorrélation des erreurs de Breusch-Godfrey

	Value
Probabilité	0.8736
F-statistique	0.439018

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews 9, 2020

La probabilité de F-statistic (1.751849) est inférieure à 0.05, il y a donc une présence d'autocorrélation des erreurs du modèle à correction d'erreur au seuil de 5%.

Test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey

Les résultats du test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey sont consignés dans le tableau suivant :

Tableau 5: Résultats du test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey

	Value
Probabilité	0.8736
F-statistique	0.439018

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews 9, 2020

La probabilité de la statistique de Fisher (0.8736) est supérieure à 5%. On conclut donc que les erreurs du modèle à correction d'erreur sont homoscédastiques au seuil de 5%.

3. Test de normalité de Jarque-Bera

Les résultats du test de normalité de Jarque-Bera sont consignés dans le tableau suivant :

Tableau 6: Résultat du test de normalité de Jarque-Bera

	Value
Probabilité	5.423376
Jarque-Bera	0.066424

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews 9, 2020

On retient de ce test que les résidus sont normalement distribués puis que la probabilité associée au test de Jarque-Bera (5.423379) est supérieur à 0.05.

3. Test de stabilité

Il est question ici de voir si les coefficients de notre modèle d'étude sont stables. Cela se fera à travers les tests de Cusum et de Cusum carré.

Test de Cusum

La courbe de Cusum ne touche pas les deux corridors (voir annexe), on peut donc conclure que le modèle à correction d'erreur est structurellement stable.

Test de Cusum au carré

Le graphe de Cusum carré touche l'un des deux corridors (voir annexe), on retient donc que le modèle à correction d'erreur n'est pas ponctuellement stable.

Après la présentation de ces résultats, penchons-nous à cet effet sur leur interprétation, ce qui est donc abordé dans la section 2 suivante.

Paragraphe 2 : Interprétation des résultats d'estimation et validation des hypothèses

Cette section comporte deux paragraphes. Le premier présente l'interprétation faite des résultats économétriques et le second nous permet d'exposer la vérification des hypothèses.

Interprétation économique des résultats

D'après l'analyse des résultats des différents tests économétriques effectués, les hypothèses d'absence d'autocorrélation et d'homoscédasticité des résidus sont satisfaites. Le MCO a été utilisé pour mesurer l'effet des transferts de l'État sur les dépenses d'investissement local dans la commune de Kpomassè. Le coefficient de détermination R^2 montre que l'équation du modèle de long terme explique à 86.73% les variables du modèle de dépenses d'investissements locaux car son t-Student est supérieur à 1.96 en valeur absolue. Ainsi, l'analyse des estimations nous permet de retenir que les recettes fiscale, les transferts de l'État et la population influencent positivement les dépenses d'investissement de la commune Kpomassè. Par contre les recettes non fiscales ont un effet négatif sur les dépenses d'investissements locaux.

- Toute chose étant égale par ailleurs, une augmentation des recettes fiscales, des recettes non fiscales, des recettes partagés, des transferts de l'Etat et de la population d'une unité entraine respectivement une augmentation des dépenses d'investissement de la commune, de 0.5831, 0.4261, 0.4096, 0.0379 et 4,2255 à court dans la commune de Kpomassè.
- A long terme, une augmentation des recettes fiscales et des recettes non fiscales, entraine respectivement une augmentation des dépenses d'investissement de la commune de 0.3454 et de 0.1206

Tableau n°7: Signe des variables obtenu après l'estimation

Variable	RF	RNF	RPA	T	POP
Signe	+	+	+	+	+

Sources: Elaboré par les auteurs (2020)

Les signes des variables (RF, RNF, RPA, T et POP) sont conformes aux signes attendus. Ces résultats rejoignent ceux de Cuong (2009), Moussa et Iboudo (2007), Davoodi et Heng-fu (1997) et Fukasaku et De Mello (2002).

Paragraphe 3 : Vérification des hypothèses et suggestions

Ce paragraphe s'articule autour de deux points que nous présentons ci-dessous.

A- Vérification des hypothèses

Au terme de l'analyse des résultats ci-dessus obtenus, il est devenu impératif de tester les hypothèses émises au début de notre recherche. A cet effet, nous procédons à la vérification hypothèse par hypothèse.

Vérification de l'hypothèse H₁

La première hypothèse émise est la suivante : « Les recettes fiscales influencent positivement les dépenses d'investissement de la commune de Kpomassè ». Il ressort de l'estimation effectuée qu'il existe une incidence positive des recettes fiscales sur les dépenses d'investissement de la commune de Kpomassè. Alors nous pouvons conclure que l'hypothèse H1 est acceptée.

Vérification de l'hypothèse H₂

La deuxième hypothèse de notre étude se présente comme suit : « Les recettes non fiscales influencent positivement les dépenses d'investissement de la commune de Kpomassè ». L'estimation effectuée a montré qu'il existe une relation positive entre les recettes non fiscales et les dépenses d'investissement de la commune de Kpomassè. Nous pouvons donc conclure sans ambiguïté que la seconde hypothèse émise est confirmée.

En somme on retient donc que nos hypothèses émises sont vérifiées. Il s'avère donc important de faire quelques suggestions à l'endroit des décideurs publics.

B- Suggestions

L'objectif général de notre travail était de montrer que les finances locales notamment les recettes fiscales et les recettes non fiscales impactent positivement les dépenses d'investissement de la commune de Kpomassè. Les résultats de notre travail ont débouchés

sur des résultats satisfaisants. Il s'avère important de faire quelques suggestions en l'endroit de l'administration communale de Kpomassè pour renforcer les finances locales.

A endroit de l'administration communale :

- Améliorer les pratiques existantes de mobilisation de ressources pour augmenter les recettes propres ;
- Développer de nouvelles pratiques de mobilisation de ressources pour accroître encore plus le niveau de ressources collectées chaque année ;
- Diversifier les sources de financement de l'investissement local ;
- Organiser des communications publiques sur le civisme fiscal et le rôle des impôts dans le processus du développement local ;
- Développer une meilleure politique d'allocation des ressources en investissement dans des programmes susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations, qui t'à cultiver le civisme fiscal en eux ;

Conclusion

La problématique du financement du développement local par la fiscale locale a suscité l'intérêt de cette étude qui s'est attelée à évaluer les contributions de la fiscalité locale dans les dépenses d'investissements locales. La présente étude marque son empreinte par une analyse de la contribution de la fiscalité locale sur les dépenses d'investissement locale dans la commune de Kpomassè. Ladite analyse montre un effet positif entre la fiscalité locale (recettes fiscales et recettes non fiscales) et les dépenses d'investissement de la commune de Kpomassè. De ce fait, la commune gagnerait à s'investir davantage à l'amélioration des recettes budgétaires par la définition d'une politique de recouvrement fiscal optimal. L'État pourrait aussi assurer la disponibilité permanente des ressources financières communales par le biais des transferts et décentraliser davantage la mobilisation et la gestion des recettes fiscales.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ahouandjinou Justin et Badé Paul. (2018), Incidence des ressources financières communales sur l'investissement local : cas de la commune de Ouidah.
2. Ahsan, S. M. et Sahni, B. S., (1987), « la relation entre les dépenses et les recettes publiques dans une économie régionale : le Québec, 1955-82 », *L'Actualité économique*, vol. 63, n°4, pp. 295-310.
3. Atkinson, A. B. et Stiglitz, J. E., (1980), *Lectures on Public Economics*, New York, McGraw-Hill.
4. Atsushi I. (2004), *Decentralization and economic growth revisited: An empirical note*, JBICI Working paper, JBICI Institute.
5. Bahl, Roy W. et Shyam, N., (1986), « Public Expenditure Decentralization in Developing Economies », *Government and Policy*, n°4, pp. 405-18.
6. Bennett, R. J., (1990), *Decentralization, Local Governments and Markets* (Oxford: Clarendon Press).
7. Besson D. (2002), Investissement des Administrations Publiques Locales : Influence de la Décentralisation et du Cycle des Elections Municipales, division synthèse générale des comptes, INSEE n°867
8. Bird, R. M. et Vaillancourt, F., (1999), « Fiscal decentralization in Developing Countries: an overview », in Bird, R.M. et Vaillancourt, F., (eds), *Fiscal decentralization in Developing Countries*, Cambridge. Cambridge University Press, pp. 201-221.
9. Chambas, G., (2005), *Afrique du sud du Sahara : mobiliser des ressources fiscales pour le développement*, Paris, Economica.
10. CONAFIL. (2016) Les finances locales au Bénin 2016.
11. Courade, G., (2000), *Le désarroi camerounais*, Karthala, Paris.
12. Cuong, V. S., (2009), *La politique fiscale et le développement du Vietnam au cours de la transition*, Thèse de doctorat es sciences économiques, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.
13. Davoodi, H. et Heng-fu, Z., (1997), « Fiscal Decentralization and Economic Growth A Cross-Country Study », *Journal of Urban Economics*, n°43, pp. 244-257.

14. Ebel, R. et Yilmaz S., (2002), *Le concept de décentralisation fiscale et survol mondial, Symposium international sur le déséquilibre fiscal*, Rapport, Annexe 3, Commission sur le déséquilibre fiscal, Québec.
15. Finken, M., (1996), *Communes et gestion communale au Cameroun*, Presses du groupe ST François, Yaoundé, 348 pages.
16. Fukasaku, et De Mello (1993), *Fiscal decentralization and intergovernmental relation in transition economies*, Policy Research Working Paper-WPS1122: Washington-WB.
17. Gilly J-P. et Torre A., Sous la dir.(2000). *Dynamiques de proximité*, L'Harmanttan, Paris, pp 9-33
18. Hilhorst, T. et Baltissen, G., (2005), *Financer la décentralisation rurale; taxes et impôts à l'échelle locale au Bénin*, Burkina Faso et Mali. Bulletin 357.
19. Housounou Damas. (2016), *Décentralisation et qualité de l'offre de services socio-publics en Afrique subsaharienne*
20. Kafimbou, H. et Sanou, M., (2007), *Décentralisation et réduction de la pauvreté au Burkina-Faso : quelles stratégies ?*, CEDRES, Ouagadougou.
21. Kamgnia, B. et Touna, M., (2002), *Le comportement de l'investissement privé au Cameroun : un resserrement de la contrainte financière ?*, Yaoundé.
22. Keita, A. et al., (2008), *Accroître les ressources financières des communes : pratiques émergentes en Afrique de l'Ouest et du Centre*, sous la direction de G. Baltissen et T. Hilhorst, Amsterdam : KIT.
23. Kom, T., (1996), *Développement communal et gestion urbaine au Cameroun : les enjeux de la gestion municipale dans un système décentralisé*, Edition Clé, Yaoundé.
24. Lemieux V. (2001) « *Décentralisation Politique et Relation du Pouvoir* », Université de Laval/Québec
25. Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale, Direction de la Programmation et de la Prospective, (2019), *Revue 2018 du secteur de la décentralisation et de la déconcentration*.
26. Musgrave R. A., Musgrave P. B. [1984], *Public finance in theory and practice*, 4e edit., New York, MacGraw-Hill.
27. Nguini, O., (1996), *L'Etat et les milieux d'affaire au Cameroun: autoritarisme, ajustement au marché et démocratie (1975-1996)*, CEAN-IEP de Bordeaux et Grap.

28. Nkwenka, N. P. G., (2012), *La décentralisation fiscale comme facteur de développement local au Cameroun : cas de la ville de Douala*, Thèse de master en sciences économiques, Université de Dschang,
29. Oates, W., (1993), «Fiscal decentralization and economic development», *National Tax Journal*, vol. 46, n° 2, pp. 237-243.
30. OCDE, (2009), *Impacts de l'introduction de la Taxe de Développement Local (TDL) dans le dispositif fiscal des communes sur la Pauvreté et le Social*
31. PNUD (2008), *Rapport mondial sur le développement Humain 2007/2008*, Economica, Paris.
32. Sabine Planel (2007), Du centralisme à l'ethno-fédéralisme. La décentralisation conservatrice de l'Éthiopie, dans *Afrique contemporaine* 2007/1(n°221), pages 85 à 105
33. Smoke, P., (2001), *Fiscal Decentralization in Developing countries: A review of current concepts and practice*, United Nations Research Institute for social development, Democracy, Governance and Human Rights, program paper n°2.
34. Weinsou, C. G., (2006), *Le financement du développement : le cas de la commune de POBE au Bénin*, SNV, Porto Novo
35. Xie, D., Zou, H. et Davoodi, H., (1999), « Fiscal decentralization and Economic Growth in the United States », *Journal of Urban Economics*, vol. 45, pp. 228-239.
- 36.. Yatta, F. P., (2009), *La décentralisation fiscale en Afrique : enjeux et perspectives*, Karthala, Paris.
- Zhang, T. et Zou, H.-F., (1999), « Fiscal Decentralization, Public Spending, and Economic Growth on China », *Journal of Public Economics*, n°67, pp. 221-261

**Contribution de la fiscalité locale dans les dépenses d'investissements locales au
Bénin : cas de la Commune de KPOMASSE**

ANNEXES

Années	DIL	RF	RNF	RPA	T	Pop
2003	5072624	9328000	4565000	12542000	326497217	58984
2004	30019263	3429000	11068000	11913000	326497217	60891
2005	18180701	5618000	13198000	8540000	326497217	62909
2006	10211280	8376000	12041000	12941000	326497217	65040
2007	17093946	9949000	17188000	13846000	326497217	67299
2008	65166612	52732000	24713000	11898000	196593000	69474
2009	246571170	22471000	23850000	28427000	142254000	71782
2010	115087008	15981000	24686000	32871000	193271000	74154
2011	207558044	18550000	22567000	25760000	230453000	72169
2012	149656662	24756000	33465000	21975000	199570000	68998
2013	243832224	32880000	62959000	12351000	425867000	67656
2014	234202683	23057000	60883000	10702000	357944000	69641
2015	314482095	13515000	86966000	13459000	514288000	71685
2016	217270320	8754000	104320000	23395000	197455000	73776
2017	235328688	35736195	86938582	16208000	659392000	75888
2018	210091690	37037846	83203710	21341500	369440000	78101
2019	294395595	24261703	7945582	21118000	431439600	79459

Source : Comptes Administratifs de la Commune de Kpomassè de 2003 à 2019 (CONAFIL)

Statistique descriptive

	DIL	RF	RNF	RPA	T	POP
Mean	1.54E+08	20378338	40032757	17605147	3.26E+08	69876.82
Median	2.08E+08	18550000	24686000	13846000	3.26E+08	69641.00
Maximum	3.14E+08	52732000	1.04E+08	32871000	6.59E+08	79459.00
Minimum	5072624.	3429000.	4565000.	8540000.	1.42E+08	58984.00
Std. Dev.	1.09E+08	13339902	33158832	7065103.	1.32E+08	5729.049
Skewness	-0.190692	0.812916	0.709737	0.692852	0.829629	-0.233877
Kurtosis	1.515266	3.044447	1.963054	2.340342	3.486767	2.373250
Jarque-Bera	1.664504	1.873760	2.188867	1.668355	2.117974	0.433223
Probability	0.435068	0.391849	0.334729	0.434231	0.346807	0.805243
Sum	2.61E+09	3.46E+08	6.81E+08	2.99E+08	5.55E+09	1187906.
Sum Sq. Dev.	1.90E+17	2.85E+15	1.76E+16	7.99E+14	2.80E+17	5.25E+08
Observations	17	17	17	17	17	17

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

Stationnarité des variables

En niveau

LDIL

**Contribution de la fiscalité locale dans les dépenses d'investissements locales au
Bénin : cas de la Commune de KPOMASSE**

Null Hypothesis: LDIL has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.213488	0.9347
Test critical values: 1% level	-2.717511	
5% level	-1.964418	
10% level	-1.605603	

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

LRF

Null Hypothesis: LRF has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.111587	0.2429
Test critical values: 1% level	-3.920350	
5% level	-3.065585	
10% level	-2.673459	

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

LRNF

Null Hypothesis: LRNF has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.030078	0.2723
Test critical values: 1% level	-3.920350	
5% level	-3.065585	
10% level	-2.673459	

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

LRPA

Null Hypothesis: LRPA has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.001270	0.2833
Test critical values: 1% level	-3.920350	
5% level	-3.065585	
10% level	-2.673459	

Contribution de la fiscalité locale dans les dépenses d'investissements locales au Bénin : cas de la Commune de KPOMASSE

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

LT

Null Hypothesis: LT has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.896707	0.0677
Test critical values:		
1% level	-3.920350	
5% level	-3.065585	
10% level	-2.673459	

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

LPOP

Null Hypothesis: LPOP has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.269256	0.6123
Test critical values:		
1% level	-4.004425	
5% level	-3.098896	
10% level	-2.690439	

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

En différence première

LDIL

Null Hypothesis: D(LDIL) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.917719	0.0017
Test critical values:		
1% level	-3.959148	
5% level	-3.081002	
10% level	-2.681330	

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

LRF

Null Hypothesis: D(LRF) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

Contribution de la fiscalité locale dans les dépenses d'investissements locales au Bénin : cas de la Commune de KPOMASSE

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.661568	0.0028
Test critical values:		
1% level	-3.959148	
5% level	-3.081002	
10% level	-2.681330	

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

LRNF

Null Hypothesis: D(RNF) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.214491	0.0394
Test critical values:		
1% level	-3.959148	
5% level	-3.081002	
10% level	-2.681330	

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

LRPA

Null Hypothesis: D(LRPA) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.908440	0.0110
Test critical values:		
1% level	-3.959148	
5% level	-3.081002	
10% level	-2.681330	

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

LT

Null Hypothesis: D(LT) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.582189	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.959148	
5% level	-3.081002	
10% level	-2.681330	

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

Contribution de la fiscalité locale dans les dépenses d'investissements locales au Bénin : cas de la Commune de KPOMASSE

LPOP

Null Hypothesis: D(LPOP) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.213665	0.0305
Test critical values:		
1% level	-2.740613	
5% level	-1.968430	
10% level	-1.604392	

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

Test de cointégration

Date: 12/18/20 Time: 11:35
 Series: LDIL LRF LRNF LRPA LPOP
 Sample: 2003 2019
 Included observations: 17
 Null hypothesis: Series are not cointegrated
 Cointegrating equation deterministics: C
 Automatic lags specification based on Schwarz criterion (maxlag=3)

Dependent	tau-statistic	Prob.*	z-statistic	Prob.*
LDIL	-4.010893	0.2624	-16.01916	0.2824
LRF	-4.074805	0.2513	-30.04726	0.0000
LRNF	-3.472586	0.4468	-14.67443	0.3934
LRPA	-4.420749	0.1640	-18.27474	0.1392
LPOP	-2.736922	0.7462	-12.00368	0.6345

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

Estimation

Dependent Variable: D(LDIL)
 Method: Least Squares
 Date: 12/18/20 Time: 11:04
 Sample (adjusted): 2004 2019
 Included observations: 16 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-13.94293	117.7482	-0.684062	0.5315
D(LRF)	0.583090	0.594457	-1.495321	0.2092
D(LRNF)	0.426107	0.351882	1.414331	0.2302
D(LRPA)	0.409654	1.733669	-1.389916	0.2369
D(LT)	0.037954	0.727863	-1.446899	0.2215
D(LPOP)	4.225492	13.07487	-1.060218	0.3488

Contribution de la fiscalité locale dans les dépenses d'investissements locales au Bénin : cas de la Commune de KPOMASSE

LDIL(-1)	-1.375808	0.369117	-3.647968	0.0218
LRF(-1)	0.475293	0.522177	0.295898	0.7820
LRNF(-1)	0.899280	0.827202	1.439452	0.2234
LRPA(-1)	0.165868	2.160343	-0.853021	0.4417
LT(-1)	0.842818	1.258541	-1.705317	0.1633
LPOP	4.462983	16.0598	0.865515	0.4356

R-squared	0.867332	Mean dependent var	0.253817
Adjusted R-squared	0.502495	S.D. dependent var	0.738182
S.E. of regression	0.520670	Akaike info criterion	1.646305
Sum squared resid	1.084389	Schwarz criterion	2.225746
Log likelihood	-1.170439	Hannan-Quinn criter.	1.675977
F-statistic	2.377312	Durbin-Watson stat	1.937167
Prob(F-statistic)	0.209351		

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

Test d'autocorrélation de Breusch Godfrey

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	1.751849	Prob. F(2,2)	0.3634
Obs*R-squared	10.18573	Prob. Chi-Square(2)	0.0061

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

Test d'hétéroscédasticité Breusch_Pagan_Godfrey

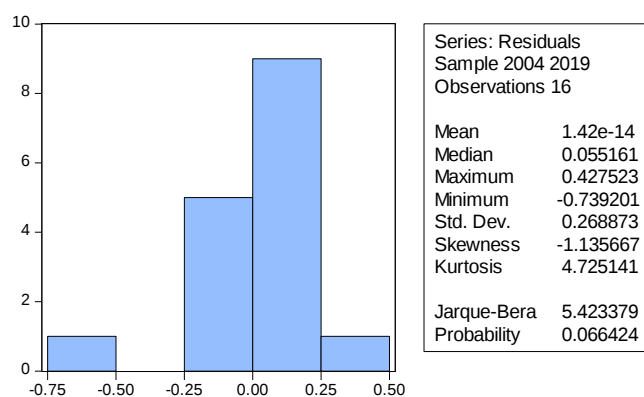
Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	0.439018	Prob. F(11,4)	0.8736
Obs*R-squared	8.751323	Prob. Chi-Square(11)	0.6448
Scaled explained SS	1.018747	Prob. Chi-Square(11)	0.9999

Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

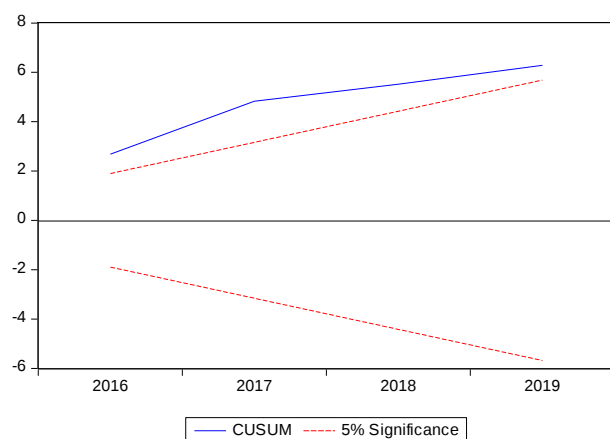
Test de normalité de Jarque- Bera

Contribution de la fiscalité locale dans les dépenses d'investissements locales au Bénin : cas de la Commune de KPOMASSE



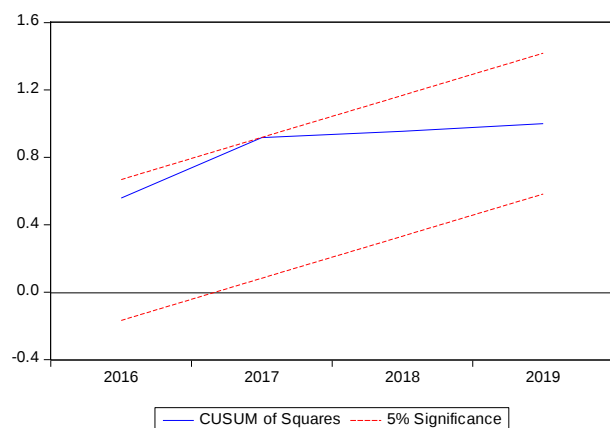
Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

Test Cusum



Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

Test de Cusum carré



Source : Réalisé par les auteurs à partir du logiciel Eviews9, 2020

Table des matières

AVERTISSEMENT.....	ii
DEDICACES 1	iii
DEDICACES 2	iv
REMERCIEMENTS	v
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
RESUME.....	ix
ABSTRACT	ix
SOMMAIRE	x
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE ET DEROULEMENTDU STAGE	4
Section I : Cadre institutionnel de l'étude	4
Paragraphe 1 : Présentation de la Mairie de KPOMASSE.....	4
A- HISTORIQUE.....	4
B- PRESENTATION DU MILIEU PHYSIQUE	5
1. Climat	5
2. Relief	6
C- ANALYSE DIAGNOSTIQUE DE L'ECONOMIE LOCALE.....	6
1. Agriculture.....	6
2. Élevage	7
3. Pêche.....	8
4. Commerce.....	8
5. PME/PMI.....	9

6. Services financiers	9
D- Analyse diagnostique des services sociaux et communautaires.....	10
1. Santé	10
2. Éducation	10
3. Route, transport	11
E- Analyse diagnostique de la gouvernance locale	11
1. Analyse du fonctionnement de l'administration communale	11
2. Organigramme de la commune Kpomassè	12
3. Composition et fonctionnement des différents conseils de la gouvernance locale	16
F- OBJECTIFS.....	16
Paragraphe 2 : Les ressources de la Mairie de Kpomassè	17
1- Les ressources internes.....	17
2- Les ressources externes	18
Section 2 : Déroulement du stage	18
Paragraphe 1 : Travaux effectués au cours du stage.....	18
1. Travaux effectués à la Division Budget et Comptabilité.....	19
Paragraphe 2 : Observations de stage	19
Paragraphe 3 : Difficultés rencontrées au cours du stage	19
Section 1 : Problématique, objectifs et hypothèses	22
Paragraphe 1 : Problématique et intérêt de l'étude.....	22
1. Problématique de recherche.....	22
2. Intérêt de l'étude.....	24
3. OBJECTIFS DE L'ETUDE:	25
Section 2 : Revue de littérature et méthodologie de recherche	26
Paragraphe 1 : Revue de littérature.....	26
1- Clarification des concepts	26

2. Revue de la littérature	27
Section 3 : Méthodologie de recherche	31
Paragraphe 1 : Modèle d'étude et sources de données	31
Section 1: Résultats d'estimation du modèle.....	37
Paragraphe 1: Présentation des résultats des tests économétriques et estimation du modèle	37
1. Résultats du test de stationnarité et de cointégration.....	37
2. Test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey	42
Paragraphe 2 : Interprétation des résultats d'estimation et validation des hypothèses.....	44
Interprétation économique des résultats	44
Paragraphe 3 : Vérification des hypothèses et suggestions	45
A- Vérification des hypothèses.....	45
B- Suggestions	45
Conclusion.....	47
BIBLIOGRAPHIE	48
ANNEXES	a
Table des matières	h